



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Institut National de la Statistique (INS)



Evaluation approfondie de la
Sécurité Alimentaire en situation
d'urgence (EFSA) dans les
provinces de Kasai Central et
Kasai Oriental



Décembre 2020
Données collectées en juillet 2020



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

EVALUATION APPROFONDIE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LES PROVINCES DU KASAI CENTRAL ET KASAI ORIENTAL

Données collectées en Juillet 2020.

Rapport publié en décembre 2020.

Composition de l'équipe de coordination et de collecte des données :

WFP :

- Michel KABAMBA LIMBUTU
- Michée KINGU
- Kountcheboubacar IDRISSE
- Gustave BENGHEHYA

Cluster Sécurité alimentaire

- Michel KABAMBA LIMBUTU

Gouvernement (INS)

- SIMON MIKO MISHA- MISHAMA (INS KASAI CENTRAL)
- Leon KAYA LIMPIBWU (INS KASAI ORIENTAL)

Pour plus d'informations, contacter au WFP :

Bureau Pays

Enrico Pausilli , Chef de l'unité Programme (raoul.balleto@wfp.org)

Aysha Twose, Chef de la section VAM (Aysha.twose@wfp.org)

Pembe Lero, VAM Officer (pembe.lero@wfp.org)

Bureau de KANANGA

- Ayivi d'ALMEIDA

© Programme Alimentaire Mondial, Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM)

Siège social : 116, Boulevard du 30 Juin, Commune de la Gombe, Kinshasa, RD-Congo ;

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sur <http://www.wfp.org/food-security> ou wfp.vaminfo@wfp.org

Table des Matières

LISTE DES TABLEAUX, FIGURES ET CARTES	3
SIGLES ET ACRONYMES	4
1. RESUME EXECUTIF	5
1.1. INTRODUCTION	5
1.2.1. Les ménages en insécurité alimentaire dans les provinces du Kasai Central et Kasai Oriental, combien sont-ils ?	6
1.2.2. Les ménages en insécurité alimentaire, où sont-ils ?	7
1.2.3. Les ménages en insécurité alimentaire, qui sont-ils (profil des ménages en insécurité alimentaire) ?	8
1.2.4. Pourquoi sont-ils en insécurité alimentaire ?	9
1.3. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	10
1.3.1. Conclusions	10
1.3.2. Recommandations	12
2. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	13
3.2. OBJECTIF GÉNÉRAL	15
3.3. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	15
4. METHODOLOGIE DE L'EFSA	15
4.2. ECHANTILLONNAGE:	16
4.2. NETTOYAGE ET ANALYSE DES DONNÉES	17
4.3. LIMITE DE L'ÉTUDE	18
5. PRINCIPAUX RESULTAT DE L'ÉVALUATION	19
5.1. PRÉVALENCE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE	19
5.1.1. Situation de consommation alimentaire	22
5.1.1.2. Situation d'alimentation et état nutritionnel des enfants de 6 à 23 mois, des femmes enceintes et allaitantes.	27
5.1.2. Moyens de subsistance	30
5.1.2.1. PRINCIPALES ACTIVITES DE SUBSISTANCE ET SOURCES DE REVENU DES MENAGES	30
5.1.3. Stratégies de survie	32
FIGURE 9 : RECOURS AUX STRATEGIES DE SURVIE	32
(% DES MENAGES)	32
FIGURE 4.5.2 : INDICE DES STRATEGIES DE SURVIE REDUIT PAR TERRITOIRE	32
5.2. PROFIL DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE	33
5.3. DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE	34
5.4. CAUSES DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE	35
Causes structurelles :	35
Causes conjoncturelles	36
Les effets des chocs sur les moyens de subsistance des ménages :	36
5.5. TENDANCE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE	36
5.6. ANALYSE DE LA SAISONNALITÉ	38
5.6.1. Disponibilité des produits alimentaires essentiels	38
5.6.2. Evolutions des prix des produits alimentaires essentiels (maïs et manioc)	38
6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION	39
6.1. CONCLUSIONS	39
6.2. RECOMMANDATIONS	40
ANNEXES	41

LISTE DES TABLEAUX, FIGURES ET CARTES

TABLEAU 1 : REPARTITION DES POPULATIONS EN INSECURITE ALIMENTAIRE.....	6
TABLEAU 2 : REPARTITION DE L'ECHANTILLON PAR TERRITOIRE ET ZONE DE SANTE :	16
TABLEAU 3 : ANALYSE DE LA COUVERTURE DE L'ECHANTILLON.	18
TABLEAU 4 : TABLEAU DE PRESENTATION DES RESULTATS PAR TERRITOIRE, SELON L'APPROCHE CARI	19
TABLEAU 5 : ESTIMATION DE LA POPULATION EN INSECURITE ALIMENTAIRE (2020)	21
TABLEAU 6 : ANALYSE DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE SELON LES CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES DES MENAGES.....	23
TABLEAU 7 : ALIMENTATION DES ENFANTS DE 6 A 23 MOIS	27
TABLEAU 8 : PART DES DEPENSES ALIMENTAIRES SELON CERTAINES CARACTERISTIQUES (%)	31
FIGURE 1 : DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE GLOBAL DANS LES PROVINCES DU KASAÏ CENTRAL ET KASAÏ ORIENTAL..	7
FIGURE 2	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
FIGURE 3 : SITUATION DE SECURITE ALIMENTAIRE SELON LES CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES DES MENAGES.....	8
FIGURE 4: TENDANCE DU SCORE DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE	24
FIGURE 5 : SITUATION DE LA CONSOMMATION DES ALIMENTS RICHES EN PROTEINES, VITAMINE A ET FER.....	25
FIGURE 6 : SCORE DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE DE FEMMES DE 15-49 ANS PAR TERRITOIRE	28
FIGURE 7 : DIVERSITE ALIMENTAIRE CONSOMMEE PAR LES FEMMES DE 15 A 49 ANS.	28
FIGURE 8: FREQUENCE DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE DES MENAGES	29
FIGURE 9: RECOURS AUX STRATEGIES DE SURVIE.....	32
FIGURE 10 : SITUATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE SELON QUELQUES CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES	33
FIGURE 11 : PROFILE DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE SELON LES MOYENS D'EXISTENCE	34
FIGURE 12 : EVOLUTION DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ENTRE 2019 ET 2020 DANS LES TERRITOIRES DES PROVINCES DU KASAÏ CENTRAL ET ORIENTAL.	37
FIGURE 13 : EVOLUTION DU PRIX DE LA FARINE DE MAÏS AU MARCHÉ DE KAMALENGA.	38
FIGURE 14 : EVOLUTION DU PRIX DE LA FARINE DE MANIOC AU MARCHÉ DE KAMALENGA	38

SIGLES ET ACRONYMES

Acronyme	Signification
PAM/WFP	<i>Programme Alimentaire Mondial / World Food Programme</i>
SCA	<i>Score de Consommation Alimentaire</i>
SDAM	<i>Score de Diversité Alimentaire du Ménage</i>
CSI	<i>Indice des Stratégies de Survie</i>
r-CSI	<i>Indice des Stratégies de Survie réduit</i>
CARI	<i>Consolidated Food Security Indicator Approach (Approche Consolidée pour le compte rendu des indicateurs de la sécurité alimentaire)</i>
SPSS	<i>Statistical Package for Social Science</i>
ODK	<i>Open Data Kit Collect</i>
INS	<i>Institut National de la Statistique</i>
VAM	<i>Vulnerability Analysis and Mapping (Analyse et cartographie de la vulnérabilité)</i>
EFSA	<i>Evaluation de la sécurité alimentaire en urgence</i>
FSMS	<i>Système de suivi de la sécurité alimentaire</i>
CDF	<i>Francs Congolais</i>
USD	<i>Dollar Américain</i>
nd	<i>Non Disponible</i>
MDDW	<i>Minimum Dietary Diversity for Women (Diversité Alimentaire des femmes de 15 à 49 ans)</i>
MAM	<i>Malnutrition Aigüe Modérée</i>
MAG	<i>Malnutrition Aigüe Sévère</i>
MUAC	<i>Mid-Upper Arm Circumference (Périmètre brachial)</i>
CAID	<i>Cellule d'Analyse des Indicateurs de Développement</i>
PRONANUT	<i>Programme National de Nutrition</i>
OCHA	<i>United Nations for the Coordination of Humanitarian Affairs</i>
IPAPEL	<i>Inspection de l'Agriculture, Pêche et Elevage</i>

1. RESUME EXECUTIF

1.1. INTRODUCTION

Le conflit ayant opposé le pouvoir politique à la chefferie traditionnelle Kamuina Nsapu dans la région du Grand-Kasaï entre fin 2016 et début 2017, a entraîné un déplacement généralisé des populations, estimé à 1,4 millions de personnes déplacées internes. Depuis, la situation de la sécurité alimentaire dans la région couvrant les provinces du Kasaï Central, Kasaï Oriental, Kasaï, Lomami et Sankuru n'a cessé de se dégrader.

Selon les analyses de la sécurité alimentaire (IPC) 16^e et 17^e cycle, la population en phase de crise est passée de 613959 (32%) à 844194 (44%) dans les milieux ruraux. Les résultats de l'IPC 17^e cycle établis en août 2019 ont indiqué que les deux provinces du Kasaï Central et Kasaï Oriental regorgent 12% de populations rurales confrontées à une insécurité alimentaire aiguë de crise (IPC phase 3) et d'urgence (IPC phase 4). Cela s'explique par une prise en charge inappropriée des victimes après les événements, qui n'a pas permis à la population concernée de bien récupérer son mode de vie.

Il faut aussi noter que les problèmes structurels jadis non résolus, n'ont pas facilité une bonne organisation de la prise en charge par manque d'un cadre approprié. En dépit de la période post-électorale de décembre 2018 relativement apaisée, la situation sécuritaire entre 2019 et 2020 continue d'être préoccupante. L'ensemble de la province continue de connaître des problèmes liés à la hausse des prix, aux épidémies de choléra, aux maladies phytosanitaires, à l'insécurité liée aux petites criminalités, les mauvais états des routes des dessertes agricoles etc. Cette situation perturbe sensiblement les moyens d'existence, entrave les activités agricoles, les approvisionnements en denrées alimentaires de base, ainsi que les activités économiques notamment le petit commerce dans certaines zones.

Par ailleurs, étant donné l'ampleur de la crise, la situation humanitaire dans la province du Kasaï central et du Kasaï Oriental reste encore complexe, très dynamique et variable d'une localité à l'autre. La situation des déplacés et des retournées, les épidémies de Rougeole et choléra ont constitué des chocs majeurs auprès des populations ; les maladies phytosanitaires ont négativement influencé la production déjà insuffisante en temps normaux. Le gap d'interventions fait que certaines zones malgré les évaluations multisectorielles n'ont jamais bénéficié des appuis, et la situation ne fait que s'empirer. Il faut enfin noter l'avènement de la récente pandémie du Covid-19, dont l'impact social et économique néfastes sur la sécurité alimentaire n'est pas encore évalué.

L'évaluation de la situation sécurité alimentaire en situation de crise permet ainsi un approfondissement de l'analyse des besoins pour une implémentation contextualisée d'une réponse plus adaptée, efficiente et efficace.

Ainsi, dans le cadre du suivi de l'évolution de sécurité alimentaire des ménages dans les deux provinces du Kasaï Central et Kasaï Oriental, une évaluation de sécurité alimentaire (EFSA) a été réalisée entre juin et juillet 2020, sous la conduite conjointe du Programme Alimentaire Mondial (WFP), du Cluster Sécurité Alimentaire et de la Représentation Provinciale de l'Institut National de la Statistique, afin d'actualiser l'EFSA de 2019.

L'évaluation a ciblé dix territoires dont Demba, Dimbelenge, Dibaya, Kazumba et Luiza pour la province du Kasai Central ; Miabi, Kabeya Kamwanga, Lupatapata, Katanda et Tshilenge pour la province du Kasaï

Oriental. Les deux villes de Kananga et Mbuji-mayi, à travers les dix communes qui les composent, ont également fait objet de l'évaluation dans le cadre de l'évaluation des effets de la pandémie du COVID-19 susceptible, d'exacerber la vulnérabilité des populations en milieu urbaine.

La présente EFSA a utilisé un sondage aléatoire à deux degrés, avec le village au premier degré et les ménages au second degré. Elle a touché un échantillon de 6 541 ménages dont 3 570 dans la province du Kasai Oriental, et 2 971 dans la province du Kasai Central. L'échantillon a été tiré aléatoirement dans les 10 territoires qui composent les deux provinces.

Ce résumé exécutif vise à présenter le sommaire des principaux résultats de cette évaluation ainsi que les principales conclusions et recommandations qui en découlent.

1.2. SOMMAIRE DE PRINCIPAUX RESULTATS

1.2.1. Les ménages en insécurité alimentaire dans les provinces du Kasai Central et Kasai Oriental, combien sont-ils ?

Tableau 1: Répartition des populations en insécurité alimentaire

Territoires	Securité alimentaire	Securité alimentaire limite	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère	Prévalence de l'insécurité alimentaire globale (Sévère + Modérée) (%)	N = Population (2020)	pop en insécurité alimentaire globale (modérée + sévère)
Kananga	4,3%	21,2%	49,5%	25,0%	74,5%	1059479	789446
Dibaya	0,6%	3,7%	34,4%	61,3%	95,7%	611334	585080
Luiza	0,3%	7,0%	36,4%	56,4%	92,7%	891710	826858
Kazumba	0,0%	5,6%	36,1%	58,3%	94,4%	959649	905533
Demba	0,4%	4,5%	29,2%	65,9%	95,1%	804123	764526
Dimbelenge	0,6%	7,8%	35,1%	56,5%	91,6%	462144	423297
Kasai Central	1,0%	8,3%	36,8%	53,9%	90,7%	4788439	4294741
Mbuji-Mayi	5,30%	28,10%	47,90%	18,70%	66,60%	3427551	2 282 749
Tshilenge	1,20%	15,90%	38,60%	44,30%	82,90%	586853	486 501
Miabi	1,10%	18,10%	41,20%	39,60%	80,80%	382797	309 300
Kabeya-Kamwanga	0,00%	7,20%	32,10%	60,70%	92,80%	210712	195 541
Lupatapata	0,90%	25,70%	46,40%	26,90%	73,40%	361281	264 819
Katanda	1,50%	15,80%	51,10%	31,60%	66,60%	444131	367 296
Kasai Oriental	3,20%	22,50%	44,90%	29,40%	84,80%	5413325	4 022 100
Ensemble	2,80%	18,20%	43,40%	35,70%	79,10%	10201764	8 316 841

Globalement, 79,1% des ménages du Kasai Central et Oriental, représentant environ 8,3 millions de personnes vivent en insécurité alimentaire, avec 35,7% d'entre eux, soit 3 642 030 personnes qui sont affectées par l'insécurité alimentaire sévère. Par territoire, la situation des personnes en insécurité alimentaire à Demba, Dibaya et Kabeya-Kamwanga, plus de 6 personnes sur 10 sont en sévérité.

La situation de la consommation alimentaire des ménages reste globalement précaire.

En moyenne, 80.7% des ménages dans les provinces du Kasai Central et du Kasai Oriental ont un score de consommation alimentaire pauvre et limite, indiquant une situation de consommation alimentaire

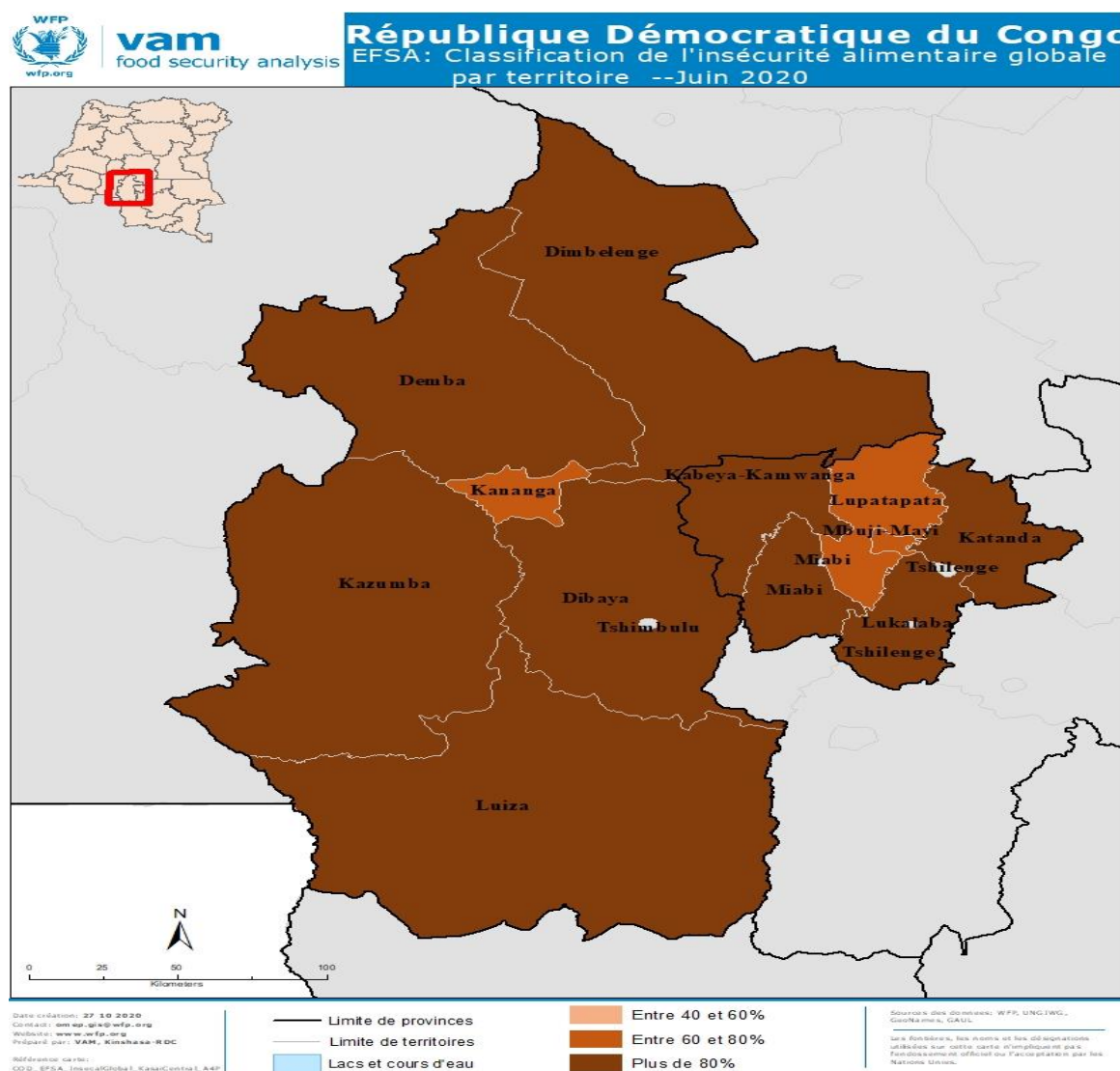
inadéquate quasi généralisée. Plus de la moitié de ces ménages (54.3 %), a une consommation alimentaire pauvre.

La majorité des ménages a une faible consommation des aliments riches en fer. En effet, 74,1% des ménages ont déclaré n'avoir pas consommé d'aliments riches en fer pendant les 7 jours qui ont précédé l'enquête.

La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 23 mois et des femmes de 15 à 49 ans, reste assez préoccupante. Les résultats de l'EFSA montrent que **23,2%** des femmes de 15 à 49 ans ont consommé moins de 5 groupes d'aliments sur les 12 la veille de l'évaluation ; et 95 % d'enfants de 6 à 23 mois n'ont pas atteint le Minimum Alimentaire Acceptable. Ils ne consomment en moyenne que 3,4 groupes d'aliments sur 7.

1.2.2. Les ménages en insécurité alimentaire, où sont-ils ?

Figure 1 : Distribution géographique de l'insécurité alimentaire globale dans les provinces du Kasaï Central et Kasaï Oriental.



La carte ci-dessus illustre globalement une situation d'insécurité alimentaire quasi généralisée. Les territoires de Dibaba, Demba, Kazumba, Kabeya Kamwanga et Luiza présentent des proportions les plus élevées des ménages en insécurité alimentaire, avec respectivement 95.7%, 95.1%, 94.4%, 92.8% et 92.7% des ménages en insécurité alimentaire, représentant respectivement des populations estimées à 585 080 ; 764 526 ; 905 533 ; 195 541 et 826 858 personnes. La situation est également préoccupante dans les territoires de Tshilenge et Miabi où les taux de l'insécurité alimentaire globale sont supérieurs à 80%.

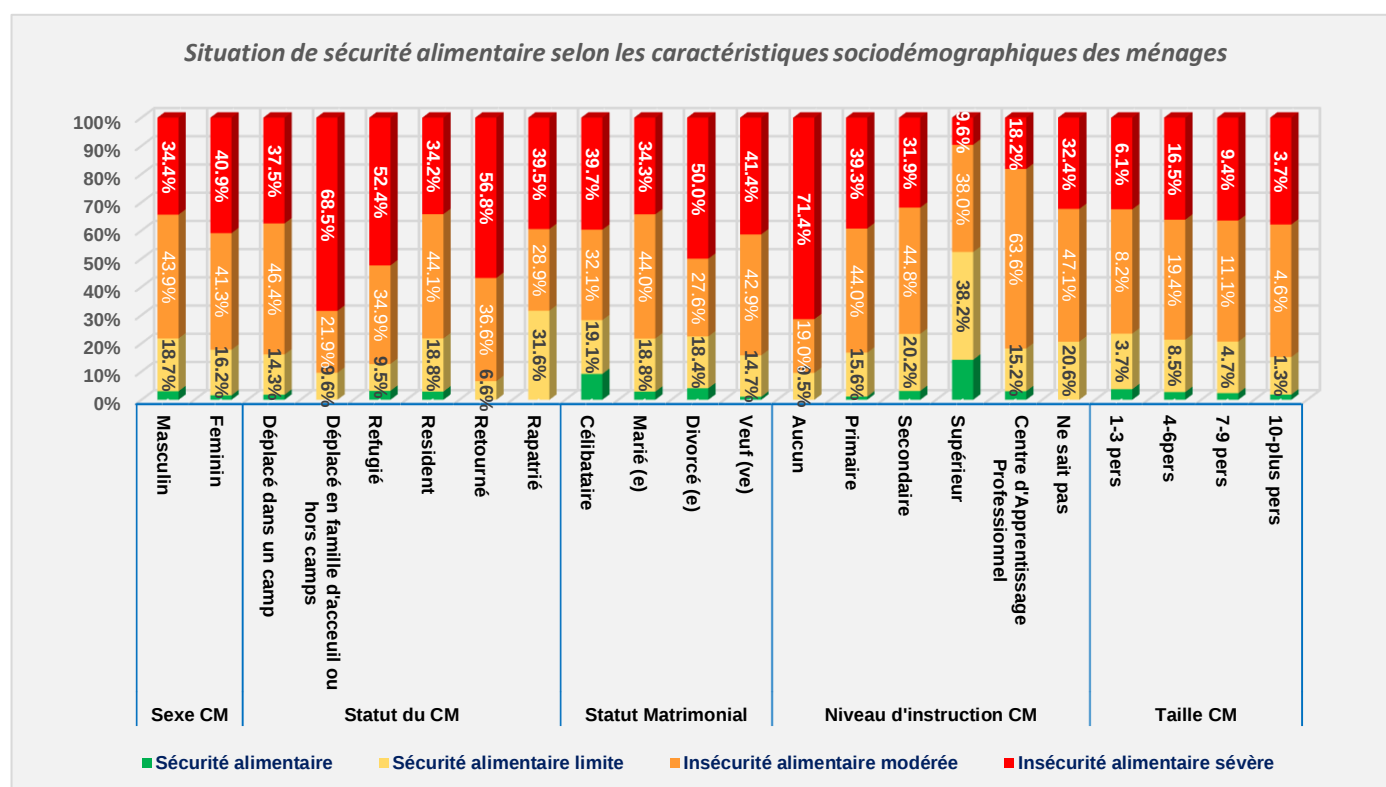
Bien que les milieux urbains (les villes de Mbuji Mayi et Kananga) présentent des taux d'insécurité alimentaire beaucoup moins réduits comparativement aux milieux ruraux, ces taux demeurent cependant très élevés dans les deux villes, dépassant 60%.

En ce qui concerne les zones de santé, la plus forte concentration des personnes en insécurité alimentaire globale (sévère + modérée) se trouve dans les zones de santé de Katende et Tshikula qui ont successivement les prévalences de 100% et 98,6%, représentant les populations estimées à 101,016 et 149,152 personnes en insécurité alimentaire ; tandis que les ZS les moins affectées sont Katoka (67,3%) et Bobozo (67,5%) représentant les populations estimées successivement à 105,502 et 33,693 personnes.

L'insécurité alimentaire sévère suit les mêmes tendances que l'insécurité alimentaire globale. Elle est très accentuée presque dans tous les territoires du Kasai Central et de Kabeya Kamwanga dans le Kasai Orientale où les taux d'insécurité alimentaire sévère dépassent 50%, suggérant que plus d'un ménage sur deux dans ces territoires fait face à l'insécurité alimentaire sévère.

1.2.3. Les ménages en insécurité alimentaire, qui sont-ils (profile des ménages en insécurité alimentaire) ?

Figure 2 : Situation de sécurité alimentaire selon les caractéristiques sociodémographiques des ménages



L'insécurité alimentaire est très répandue partout dans la région du Grand-Kasaï, affectant les ménages indépendamment de leurs caractéristiques sociodémographiques, y compris le sexe du chef du ménage, la taille du ménage, le niveau d'instruction du chef du ménage, le statut du ménage ou la classe de richesse à laquelle le ménage appartient. Cependant, les plus fortes concentrations des ménages qui sont en insécurité alimentaire globale se trouvent chez les ménages dirigés par les femmes, les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction, les retournés et les déplacés internes.

1.2.4. Pourquoi sont-ils en insécurité alimentaire ?

Les causes de l'insécurité alimentaire en RDC de manière générale et en particulier dans la région du Grand Kasai, sont diverses et variées. Elles peuvent, cependant, être regroupées en causes structurelles et causes conjoncturelles.

A. Causes structurelles:

Les causes structurelles sont lointaines, et viennent en amont des événements Kamuina Sampu. L'une des principales causes structurelles, c'est la pauvreté qui est très répandue, affectant plus d'un tiers des personnes de l'ex-provinces du Kasai Occidental et Oriental. Une étude menée en 2012 a indiqué que l'incidence de la pauvreté dans la région du Grand-Kasai était estimée à 74,9%, ce qui est bien au-delà de la moyenne nationale qui est de 63,4%.

La pauvreté est elle-même le résultat de plusieurs facteurs, y compris des facteurs politiques, économiques, sociaux et démographiques. La combinaison de ces facteurs a conduit entre autres aux problèmes ci-après qui affectent à la fois la disponibilité alimentaire et l'accès des ménages à une nourriture diverse et de bonne qualité là où elle est disponible :

- L'enclavement de la région dû au dysfonctionnement du chemin de fer qui relie la province de l'ex Katanga au port d'Ilebo et le délabrement avancé de la quasi-totalité du réseau routier qui reliait les milieux ruraux où la nourriture est produite et les centres urbains (villes de Mbuji Mayi et Kananga) où elle est consommée, affectant à la fois la productivité et la disponibilité de la nourriture sur les marchés urbains, entraînant des effets pervers, y compris des prix élevés des denrées alimentaires essentielles ;
- Multiples contraintes auxquelles font face les ménages agricoles dans la pratique des activités agricoles qui pourtant, constituent la principale source de revenus et de nourriture, y compris le manque du capital et d'accès au crédit agricole pour entreprendre les activités agricoles, manque d'accès aux intrants agricoles de qualité, manque d'encadrement technique des agriculteurs par des moniteurs agricoles, entraînant l'incapacité de contrôler les maladies des plantes et les ravageurs, absence de motivation de produire des surplus qu'on ne sait pas vendre du fait de manque de moyens de communication et de transport adéquats pour les acheminer sur les marchés de grands centres de consommation (la bicyclette est devenue le principal moyen de transport des marchandises dans toute la région du Grand Kasai) ;
- La forte baisse des activités diamantifères qui étaient jadis source de revenus pour plusieurs ménages (surtout en ce qui concerne le Kasai Oriental).

B. Causes conjoncturelles?

Les habitants de la région du Grand Kasai tardent à se rétablir du choc qu'ils ont subi en 2016, suite à l'éclatement du conflit dit de « Kamwina Nsapu », en dépit des efforts d'assistance humanitaire dont bénéficie les populations vulnérables de cette région jusqu'à ce jour. En effet, bien qu'on observe progressivement et de façon significative une stabilité relative sur le plan sécuritaire après les élections législatives et présidentielle de décembre 2018, en ce qui concerne l'insécurité que la région a connu du fait des événements de Kamwina Nsapu, la situation de sécurité alimentaire des ménages du Grand Kasai demeure globalement précaire et volatile. Les populations en déplacement (IDPs) ou ceux qui sont retournés dans leurs villages d'origines, sont les plus affectées par l'insécurité alimentaire tel que les résultats des analyses des EFSA conduites depuis 2016 à ce jour l'ont démontré.

Bien que les effets de la pandémie du COVID-19 ne sont pas encore entièrement évalués, les mesures de confinement de la ville de Kinshasa et les restrictions des mouvements des personnes entre les différentes provinces, dans le but de contenir l'expansion de la pandémie, ont affecté la disponibilité des produits

alimentaires sur les marchés locaux (surtout les produits importés), entraînant une hausse des prix de certains produits alimentaires essentiels.

Les résultats des évaluations des campagnes agricoles continuent à mettre en exergue les effets des attaques du maïs, principale céréale du pays, par la Chenille Légionnaire d'Automne, entraînant un déficit céréalier sur le plan national. Il sied de noter que le maïs constitue à la fois une nourriture de base et l'un des sources de revenus au Kasai.

Par ailleurs, selon les résultats de la présente évaluation, 30.1% des ménages possédant des terres cultivables n'ont pourtant pas cultivé pendant la saison A de la campagne 2019-2020. Les raisons évoquées sont entre autres, le manque de moyens financiers, le déplacement et le manque d'intrants constituent les trois grandes raisons avancées respectivement par 20.5%, 12.2% et 11% des ménages possédant des terres cultivables. Les autres raisons concernent essentiellement des cas de maladie et/ou de problème de santé.

Quant à la source des aliments consommés, les résultats de la présente évaluation indiquent que le recours aux marchés locaux constitue la première source d'approvisionnement en denrées, suivi de la production propre. En effet, en moyenne 75% des ménages font recours aux marchés locaux pour se procurer la nourriture, et 20,5%, dépendent essentiellement leur propre production.

L'insécurité alimentaire ainsi décrite est à la base de la malnutrition chronique pour laquelle la région du Kasai a battu le record National (43%)

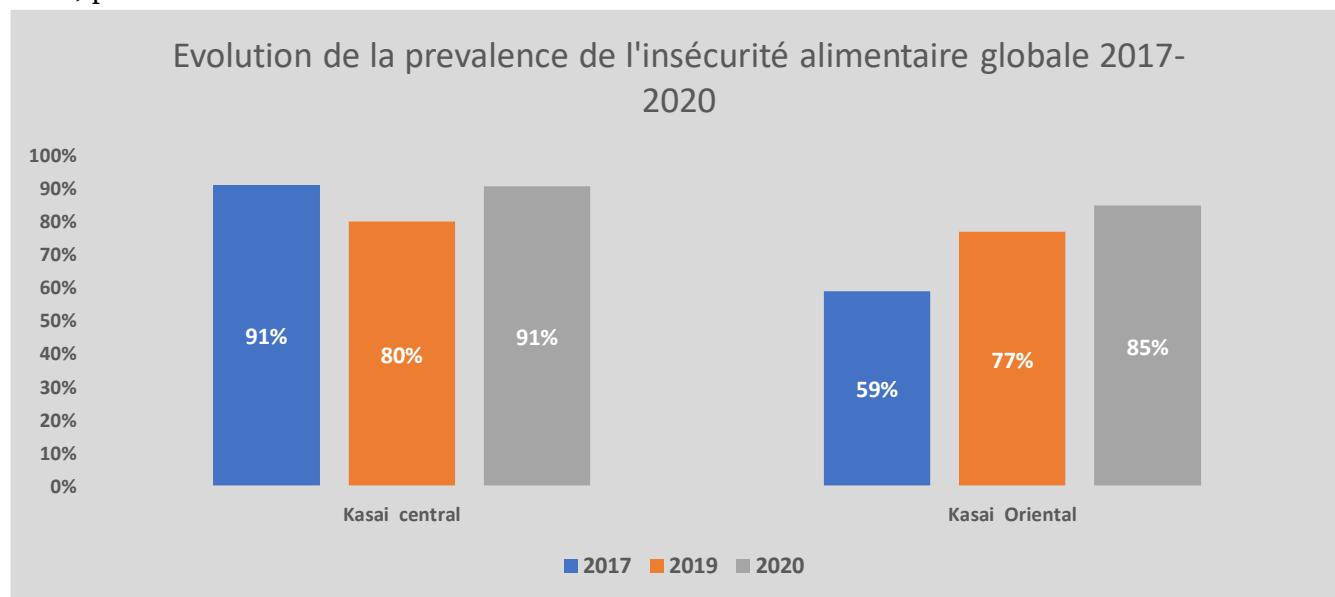
1.3. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

1.3.1. Conclusions

D'après le graphique ci-dessous, l'on voit que la prévalence de l'insécurité alimentaire avait baissé en 2019 pour le Kasai Central, où la proportion des ménages en insécurité alimentaire globale était passé de 91% en 2017 à 80% en 2019, soit une réduction de 11%.

L'analyse des données de l'EFSA menée entre juin et juillet 2020, montre que malgré l'amélioration relative de la situation sécuritaire dans les provinces du Kasai Central et du Kasai Oriental, ainsi que les activités d'assistance entreprises par les acteurs humanitaires depuis 2017 à ce jour, la prévalence de l'insécurité alimentaire globale semble revenir à la case de départ ; c'est-à-dire que la proportion des ménages touchés par l'insécurité alimentaire globale est passé à 91%, comme ce fut le cas en 2017. La prévalence de l'insécurité a donc progressé de 11% entre 2019 et 2020.

Concernant la province du Kasai Oriental, l'on observe globalement une détérioration de la sécurité alimentaire des ménages où la prévalence de l'insécurité alimentaire est passé de 59% en 2017, 77% en 2019, puis 85% en 2020.



Ainsi pour l'ensemble de deux provinces en 2020, 79.10% des ménages représentant environ 8,3 millions de personnes font encore face à l'insécurité alimentaire. 35,7% d'entre elles, soit environ 3,3 millions personnes sont affectées par l'insécurité alimentaire sévère.

Les territoires de Demba, Dibaya, Kazumba, Kabeya Kamuanga et Luiza constituent les zones où la prévalence de l'insécurité alimentaire globale est la plus élevée, affectant respectivement 95.7%, 95.1%, 94.4%, 92.8% et 92.7% des ménages repartis dans les deux provinces du Kasai Central et du Kasai Oriental. La prévalence des ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère demeure également la plus élevée dans les mêmes territoires : Demba est en tête avec 65.9% des ménages, suivi de Dibaya (61.3%), Kabeya Kamuanga avec (60.7%), Kazumba (58.3%) en enfin Luiza (56.4%).

La lecture que l'on a pu faire des résultats d'analyse en référence à la figure 2, traduit clairement que les plus grandes concentrations des ménages en situation d'insécurité alimentaire globale sont constatées au niveau des ménages dirigés par les femmes, des ménages dont les chefs n'ont aucun niveau d'instruction, ainsi que des ménages déplacés interne, retournés ou refoulés. De ce fait, ces résultats soulignent l'importance, entre autres, de renforcer l'autonomisation de la femme, d'améliorer la consommation alimentaire, particulièrement des personnes vulnérables (déplacés internes, retournés et retournés d'Angola) ainsi que de mettre en place des stratégies efficaces pour la réduction de la pauvreté, en vue d'apporter une réponse efficace à la problématique de l'insécurité alimentaire dans les deux provinces.

Paradoxalement, l'on constate de façon générale que le pourcentage des ménages en situation d'insécurité alimentaire globale est faible pour les ménages de taille 10 ou plus. Cette situation pourrait s'expliquer dans l'hypothèse où les ménages sont agricoles et/ou comptent plusieurs membres ayant des sources des revenus ; par conséquent, la taille serait un atout et constitue un facteur déterminant en termes de mains d'œuvres et génération des revenus.

S'agissant de la consommation alimentaire, plus de la moitié des ménages (soit 54,3%) a une consommation alimentaire pauvre. La consommation des aliments riches en fer est particulièrement préoccupante. 74,1% des ménages en moyenne ont déclaré n'avoir pas consommé des aliments riches en fer (viandes abats et organes, poissons, légumineuses) dans la semaine qui a précédé l'enquête. Les résultats de l'EFSA suggèrent également que 94,1 % d'enfants de 6 à 23 mois n'ont pas atteint le Minimum Alimentaire Acceptable, et plus de la moitié des femmes de 15-49 ans enquêtées (64%) consomment principalement 4 groupes d'aliments sur les 10, d'où un régime alimentaire pauvre et moins diversifié.

Ce que l'on peut retenir :

a. Causes de la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire.

- Les ménages éprouvent de sérieuses difficultés d'accès aux services sociaux de base (santé et éducation) du fait que la majeure partie du revenu est affectée à l'alimentation.
- Les difficultés d'accès aux aliments et les habitudes alimentaires figurent aussi parmi les causes de cette vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages.
- A cela s'ajoute les contraintes liées à la production agricole, notamment le manque des moyens financiers, le manque de main d'œuvre agricole, le manque d'intrants agricoles ainsi que la maladie.
- Par surcroît, aux problèmes relevés ci-haut s'ajoutent les chocs. Ces derniers fragilisent la capacité de résilience des ménages, car obligés de recourir aux stratégies de plus en plus dégradantes (Crise ou Urgence) pour subvenir aux besoins essentiels de la famille.

b. Profil des ménages en insécurité alimentaire.

L'insécurité alimentaire touche principalement :

- Les ménages non-résidents (déplacés, retournés et refoulés) ;
- Les ménages qui ont une mauvaise diversité alimentaire ;
- Les ménages ayant une consommation alimentaire pauvre ou limite ;
- Les ménages ayant subi au moins un choc dans les 3 mois avant l'enquête ;
- Les ménages dirigés par des chefs de ménage ayant un bas niveau d'instruction ;
- Les ménages n'ayant pas accès aux terres cultivables ;
- Les ménages n'ayant pas pratiqué l'activité agricole ;
- Les ménages dirigés par les veufs(ves) et les divorcé(e)s ;
- Les ménages ayant moins de sources de revenu.

1.3.2. Recommendations

L'analyse a révélé une détérioration de la situation alimentaire dans toute la zone enquêtée comparativement à l'EFSA de 2019. Elle a également montré que 91% et 85 % des populations enquêtées respectivement pour le Kasai Central et le Kasai Oriental sont affectés par l'insécurité alimentaire globale. Les plus fortes concentrations de ces populations se retrouvent dans les territoires de Demba, Dibaya, Kabeya Kamuanga, Kazumba et Luiza.

Les conclusions telles que décrites ci-haut permettent de formuler les recommandations ci-dessous :

- ✓ Continuer avec l'assistance alimentaire d'urgence, soit en forme de transfert monétaire (CBT), soit en forme des distributions des vivres en nature selon les recommandations des enquêtes des marchés à effectuer. Une attention particulière devrait être accordée aux ménages les plus vulnérables (des ménages dirigés par les femmes, des ménages dont les chefs n'ont aucun niveau d'instruction, ainsi que des ménages déplacés interne, retournés ou refoulé) ;
- ✓ Encourager des activités visant le renforcement de la résilience des ménages aux chocs, particulièrement des activités agricoles. Ces activités comprennent la facilitation d'accès aux intrants agricoles de qualité (outils, semences, engrais, etc) et l'accompagnement sur toute la chaîne des valeurs à travers des formations et conseils techniques visant le renforcement de la productivité, la réduction des pertes post-récoltes, une meilleure conservation des produits alimentaires et le renforcement des capacités des paysans dans la commercialisation de leurs

produits.

- ✓ Au vu d'une faible consommation des aliments riches en fer (poissons et viandes), encourager la pratique du petit élevage familial (ex ; des poules, chèvres, lapins, poissons, etc).

2. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

2.1. Développement majeur de la situation sécuritaire :

Le conflit qui a vulnérabilisé la Région du Kasai a commencé en mi-2016, par l'insurrection de la milice Kamuina Nsapu, constituée par les adeptes du chef traditionnel du même nom dans le Territoire de Dibaya, Province du Kasai central. La tension locale qu'a plongé l'insurrection de Kamuina Nsapu dans la province du Kasai-Central s'est ajoutée à la vieille frustration politique et socioéconomique des habitants du Kasai Central. Malgré la répression sanglante de la part du gouvernement central, les combats de plus en plus violents se sont rapidement propagés aux provinces voisines du Kasai, du Kasai-Oriental et du Lomami.

2.2. Développement majeur de la vulnérabilité :

Dix mois plus tard, en 2017, les dégâts causés par le conflit sont énormes : OCHA a estimé en 2017 à plus d'1,4 million de personnes déplacées internes (IDP) réparties à travers neuf provinces, avec des milliers d'enfants, garçons et filles, enrôlés pour combattre aux côtés de la milice, de nombreux cas de violation de droits humains, notamment les violences sexuelles et les mariages forcés ; les exactions diverses ; les enlèvements ; les incinération des maisons d'habitations ; la destruction des infrastructures de base. Au plus fort de la crise, UNICEF estimait à plus de 416 1 le nombre d'écoles ayant subi des dommages à la suite du conflit avec la majorité se situant dans le Kasai Central (273), mais les autres provinces notamment le Kasai (88) et Kasai Oriental (12) n'ont pas été épargnées. Actuellement les conflits matés dont les causes profondes non résolus resurgissent sporadiquement, pour causes les conflits de limites de terres, conflit du pouvoir ou de succession, ... les milices se voient par moment utilisés au côté d'un chef coutumier contre un autre. Ces violences qui souvent s'accompagnent de déplacements massifs des populations en fuite et de l'incinération des maisons, anéantissent du coup les efforts de résilience déjà entamés.

2.3. Du point de vue sécurité alimentaire et nutritionnelle :

En ce qui concerne la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la population en fuite a laissé à l'abandon et au pillage les champs, les greniers, les élevages, bref tous les moyens de subsistance ainsi que les avoirs notamment vélos, outils aratoires, petits outillages de métiers ; les petits commerçants par ailleurs ont vu leurs activités s'effondrer, capitaux perdus. Les ménages qui vivaient déjà sous pression de la pauvreté extrême et du délabrement avancé des infrastructures de base avant le conflit de Kawina Nsapu, se sont vu alors dans un état de vulnérabilité extrême. Les résultats de l'enquête approfondie de la sécurité alimentaire réalisée en août-septembre 2017 avaient révélé que la crise Kamuina Nsambu a contribué à accentuer l'insécurité alimentaire des ménages dans la quasi-totalité de la zone qui couvre les provinces du Kasai Central, Kasai, Kasai Oriental, Lomami et Sankuru, que plusieurs territoires étaient affectés par l'insécurité alimentaire sévère et le score de consommation alimentaire moyen était pauvre (32). Les femmes enceintes, allaitantes et les enfants étaient les plus affectées. Actuellement le Les principaux défis identifiés pour la relance agricole et la lutte contre l'insécurité alimentaire sont :

¹ Kasai : Les enfants, premières victimes de la crise, UNICEF, Mai 2018

Accessibilité facile à tous les producteurs aux outils aratoires et semences améliorées ; Augmentation des superficies cultivables par ménages ; Augmentation de la production dans un sol non fertile ; Contrôle des maladies et ravageurs ; Diversification des filières et des aliments ; Production continue pendant toute l'année ; Développer d'autres filières notamment l'élevage de petits bétails et les AGR ; Favoriser l'environnement de commercialisation des producteurs notamment la réhabilitation des voies d'accès

2.4. Les actions salvatrices et d'atténuation de la crise

Janvier 2018 : caractérisé par l'afflux des humanitaires dans les provinces affectées pour exécuter le plan de réponse humanitaire conformément aux besoins évalués. Les réponses apportées étaient en grande partie en urgence dont les modalités définies pour la distribution étaient du type blanket de vivres/cash. La prise en charge de la malnutrition aigüe modérée, la prévention de la malnutrition chez les femmes allaitantes ou enceintes. Par ailleurs on a commencé à assister aux mouvements de retour des déplacés internes dont l'ampleur avoisinait 80% à la fin de l'année 2018. Le suivi de réponse révèle que les appuis apportés ne correspondent qu'à +/- 30% de personnes à besoins.

2019 : Depuis l'investiture comme président de la RDC de Félix Tshisekedi, natif de la région du Kasai, il s'est enregistré une vague de reddition spontanés de miliciens. A peu près 50 chefs miliciens Kamuina Nsamu ont quitté la brousse et plus de 600 miliciens ont déposé les armes. Cette situation a créé un espoir mêlé à des inquiétudes car ces jeunes à risques après avoir déposé les armes n'étaient pas pris en charge dans le but de trouver une alternative à leurs survies. Par ailleurs on a assisté à des vagues de retour forcées et volontaires des congolais qui vivaient ou qui s'étaient réfugiées en Angola. Ces retours inopinés de plus ou moins 500.000 Congolais d'Angola, était qualifié de choc car les refoulés/retournés/refugiés arrivaient dans un état de vulnérabilité extrême, dépourvus de tous les biens essentiels. Les personnes retournées sont habituellement accueillies au sein des familles hôtes qui sont également vulnérabilisées car leurs stocks sont vidés en moitié de temps prévus. Ces retournés le plus souvent ne rentrent pas à leurs points de départ ont les problèmes d'accès à la terre, manque de moyens de survie, manque d'abris, ... bref sont très dépendants de l'aide.

2020 : la pandémie de covid-19 : Depuis Mars 2020, le premier cas de la pandémie de la COVID-19 a été confirmé en RD Congo, très vite la ville de Kinshasa est devenue l'épicentre de la maladie en RDC. Petit à petit les maladies ont commencé à se répandre en provinces jusqu'à atteindre actuellement 24 Provinces. L'état d'urgence sanitaire décrété par le Président de la république, accompagné de mesures de protection contre la pandémie notamment la fermeture d'écoles, des églises, des bars, des restaurants, des frontières et même les voyages par avion, ont paralysé l'économie nationale et locale. En ce qui concerne la sécurité alimentaire, les effets du Covid-19 se sont fait sentir sur la diminution de l'accessibilité, la dépréciation monétaire ayant entraîné la diminution du pouvoir d'achat des paysans ; la disponibilité : les vivres devenus rares ont monté de prix et rendus inaccessibles ; le ralentissement des activités d'appuis et l'augmentation du coût de la réponse. Aucune aide spécifique n'a été accordée pour atténuer les effets COVID-19 au sein des communautés si ce n'est que les actions sporadiques de sensibilisation sur les mesures de protection.

2.5. La justification des évaluations EFSA

De par l'ampleur de la crise, la situation humanitaire dans la province du Kasai central reste encore complexe, très dynamique et variable d'une localité à l'autre. Cela s'explique par une prise en charge inappropriée des populations touchées par les chocs et les différentes capacités de résilience des communautés. Cette prise en charge ne leur a pas permis de bien récupérer leur mode de vie d'avant les conflits. Les mouvements des déplacés et des retournées, les épidémies de Rougeole et de choléra ont constitué les chocs majeurs auprès des populations, les maladies phytosanitaires ont négativement influencé la production déjà insuffisante dans les temps normaux.

Le gap des interventions qui fait que certaines zones malgré les évaluations multisectorielles n'ont jamais bénéficié d'appuis n'ont fait qu'empirer la situation. Il faut enfin noter l'avènement de la récente pandémie

du Covid-19, dont l'impact social et économique néfaste sur la sécurité alimentaire n'est pas encore évalué, et moins encore appuyé.

L'évaluation de la situation sécurité alimentaire en situation de crise permet ainsi l'approfondissement de l'analyse des besoins pour une implémentation contextualisée d'une réponse plus adaptée, efficiente et efficace.

Le Programme Alimentaire Mondial et les autres acteurs humanitaires cherchent à mieux comprendre cette situation et doivent disposer des informations relatives aux besoins réels en sécurité alimentaire et nutritionnelle afin d'orienter la prise de décision et éclairer la rationalité des choix des réponses à mener. C'est dans ce contexte que cette évaluation de la situation sécurité alimentaire en situation de crise (EFSA) a été initiée par WFP en collaboration avec les services techniques des Gouvernements provinciaux et d'autres organisations membres du Cluster Sécurité alimentaire afin d'approfondir l'analyse des besoins pour une implémentation contextualisée d'une réponse plus adaptée, efficiente et efficace.

3. OBJECTIFS DE L'EFSA

3.2. OBJECTIF GÉNÉRAL

La présente EFSA avait pour objectif global l'actualisation des données sur les indicateurs clés de la sécurité alimentaire dans l'ensemble des territoires qui composent la province du Kasai en vue de fournir une meilleure compréhension de l'évolution des effets de la crise qui a résulté du conflit dit de « Kamwina Nsapu » sur la sécurité alimentaire des ménages de la zone enquêtée. Les informations ainsi actualisées permettront une meilleure orientation de l'assistance aux personnes les plus affectées par cette crise.

3.3. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Plus spécifiquement, l'EFSA a poursuivi les objectifs ci-après :

- Déterminer la prévalence de l'insécurité alimentaire dans la province de Kasai, en répondant à la question : combien de personnes sont affectées par l'insécurité alimentaire dans ces provinces ?
- Décrire les caractéristiques sociodémographiques des ménages affectés par l'insécurité alimentaire, en répondant à la question qui sont les ménages qui sont les plus affectés par l'insécurité alimentaire.
- Fournir la cartographie actualisée de l'insécurité alimentaire, en répondant à la question où sont les ménages en insécurité alimentaire ?
- Effectuer une analyse causale de l'insécurité alimentaire, en répondant à la question pourquoi sont-ils en insécurité alimentaire ?
- Formuler des recommandations appropriées pour mieux orienter la réponse, en répondant à la question qu'est-ce qu'il faut faire pour mieux les aider.

4. METHODOLOGIE DE L'EFSA

Pour atteindre les objectifs attendus, l'EFSA a adopté une démarche méthodologique des techniques mixtes prenant en compte à la fois les données secondaires disponibles (ex. statistiques des populations, l'EFSA de 2019, Enquête 1-2-3, etc) et les données primaires collectées dans le cadre de cette évaluation. L'EFSA a également combiné à la fois l'approche quantitative et qualitative. L'approche quantitative a permis de mesurer l'évolution et le niveau actuel des différents indicateurs d'intérêt (le score de consommation alimentaire, la part des dépenses alimentaires sur les dépenses globales du ménage, l'indice de stratégies de survie basées sur les moyens de subsistance et la consommation alimentaire) pour cette évaluation, tandis que l'approche qualitative a permis de mieux cerner, comprendre et analyser les déterminants et les facteurs sous-jacents de cette évaluation. L'approche qualitative a par exemple permis de faire une analyse causale de la situation à travers des observations et visites de terrain, des discussions

de groupe (Focus Groups), des entretiens structurés ou semi-structurés ou des interviews avec des informateurs clés dans les différentes zones ciblées par cette évaluation.

4.2. ECHANTILLONNAGE:

Un échantillon représentatif au niveau de chaque territoire a été tiré sur la base d'un sondage probabiliste stratifié à deux degrés avec comme unité primaire le village et comme unité secondaire le ménage. L'échantillon est réparti proportionnellement au poids démographique de chaque territoire et dans chaque provinces, en se référant à la formule ci-après :

$$N = t^2 \times p \times (1-p) / m^2$$

N=Taille d'échantillon minimum pour l'obtention des résultats significatifs pour 1 événement et 1 niveau de risque fixé ;

T=Niveau de confiance (la valeur type du niveau de confiance de 95% sera 1,95) ;

P=proportion estimée de la population qui représente la caractéristique ;

M=marge d'erreur (généralement fixée à 5%)

Etant donné qu'il n'existe aucune information récente dans les provinces, une proportion moyenne de 60 pourcents des ménages touchés par l'insécurité alimentaire dans chaque territoire a été estimé. Cela au vu des chocs qu'a connu ces provinces, notamment les mouvements de population, observés depuis 2016 ainsi que la présence, depuis octobre 2018, des populations expulsées de l'Angola. Avec un niveau de confiance de 95 % et 0.02 valeur type d'une marge d'erreur de 5 %, la taille d'échantillon était 2857 pour le Kasai central et 4674 pour le Kasai Oriental.

Ainsi, l'allocation des ménages est proportionnelle à la taille de la population de chaque territoire et zone de santé ; selon leur poids démographique afin d'assurer la représentativité des résultats

Tableau 2 : Répartition de l'échantillon par territoire et zone de santé :

TABLEAU FINAL DE LA REPARTITION DE L'ECHANTILLON (EFSA 2020)						
Province	Territoire	Population (2019)	Prévalence sévère 2019	Echantillon brut	Echantillon réajusté	Nombre de villages tirés
KASAI CENTRAL	NDEMBA	733,747	20%	253	265	22
	DIBAYA	557,830	26%	301	316	27
	DIMBELENGE	305,927	26%	298	313	27
	KAZUMBA	875,661	20%	250	262	22
	LUIZA	813,668	22%	363	381	32
	TOTAL 1	3,286,833		1464	1537	130
VILLE DE KANANGA	KATOKA	238,289	20%		434	
	KANANGA	356,151	20%		222	
	NGANZA	181,829	20%		291	
	NDESHA	154,758	20%		189	
	LUKONGA	151,070	20%		184	
	TOTAL 2	1,082,097			1320	
	TOTAL GENERAL				2857	
KASAI ORIENTAL	KABEYA	190,050	32%	342	359	
	KAMUANGA					
	MIABI	345,260	32%	341	358	
	TSHILENGE	529,309	27%	306	321	
	LUPATAPATA	325,855	27%	305	321	
	KATANDA	400,531	27%	306	321	
	TOTAL	1,791,005		1600	1680	

VILLE DE MBUJI- MAYI	BIPEMBA		27%	309	340	
	DIBINDI		27%	309	340	
	DIULU		27%	309	340	
	KANSHI		27%	309	340	
	MUYA		27%	309	340	
				1540	1700	
MWE NE- DITU	MAKOTA		20%	260	286	
	MWENEDITU		20%	260	286	
	MUSADI		20%	260	286	
	TOTAL			780	858	
TOTAL GENERAL				6771	7231	

Source des données statistiques : Ministère de la Santé, début 2020

4.2. NETTOYAGE ET ANALYSE DES DONNÉES

Les données ont été envoyées directement de la tablette (outil de collecte) vers le serveur ONA. Par la suite, elles ont été téléchargées au format SPSS pour l'analyse. Le nettoyage des données consistait d'examiner les distributions de fréquences pour toutes les variables afin de détecter les valeurs qui ne sont pas logiques ou possibles et à la détection des valeurs aberrantes sur plusieurs variables très sensibles. Là était une identification unique pour chaque ménage. L'analyse des données s'est fait suivant le cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'approche du cadre intégré pour la présentation des indicateurs de la sécurité alimentaire (CARI) s'appuie sur l'analyse de 3 indicateurs clé, notamment le score de consommation alimentaire, la part des dépenses alimentaires sur les dépenses totales du ménage et les stratégies de survie basées sur les moyens d'existence pour dégager la situation actuelle de consommation alimentaire des ménages, leur niveau de vulnérabilité économique et d'épuisement d'actifs. Ces 3 indicateurs sont par la suite combinés dans un logarithme pour dégager un indice d'insécurité alimentaire.

L'analyse des effets des chocs sur les activités de moyens d'existence et sources de revenus utilisées permet par ailleurs d'effectuer une analyse causale de l'insécurité alimentaire.

4.3. LIMITE DE L'ÉTUDE

En dépit des poches d'insécurité qui sont encore rapportés sur l'ensemble de la zone enquêtée, la couverture de l'enquête a été globalement de 87% correspondant à 6544 ménages pour les deux provinces. Les détails sur les territoires montrent qu'il y a eu des zones initialement prévues et qui n'ont pas été enquêtées.

Tableau 3 : Analyse de la couverture de l'échantillon.

Territoires	Nbre de ménages planifié	Nombre de ménages atteints	%
Mbuji-Mayi	1700	1855	109
Tshilenge	321	334	104
Miabi	358	359	100
Kabeya-Kamwanga	359	361	101
Lupatapata	321	334	104
Katanda	321	329	102
Kananga	1320	1386	105
Dibaya	316	326	103
Luiza	381	385	101
Kazumba	262	266	102
Demba	265	264	100
Dimbelenge	313	345	110
Total	7531	6544	87

5. PRINCIPAUX RESULTAT DE L'EVALUATION

5.1. PRÉVALENCE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Ce chapitre essaie de fournir la réponse à la question de savoir quelle est l'ampleur de l'insécurité alimentaire dans les différents territoires des provinces du Kasai central et oriental couverts par l'EFSA et combien de personnes y sont affectées.

Il fournit, en outre, une analyse détaillée des indicateurs clés qui entrent dans la construction de l'indice de l'insécurité alimentaire, pour décrire la situation de consommation alimentaire, la vulnérabilité économique des ménages ainsi que le niveau d'épuisement des actifs des ménages suite aux stratégies de survie appliquées par ces derniers pour faire face aux effets des chocs. Cet épuisement des actifs rend, du reste, les ménages vulnérables aux chocs futures.

89,4% des ménages de la province du Kasai Central, soit 4 280 745 millions de personnes font face à l'insécurité alimentaire globale (sévère+ modérée)
74,9% des ménages de la province du Kasai Oriental, soit 4 056 203 millions de personnes font face à l'insécurité alimentaire globale (sévère+ modérée)

Tableau 4 : Tableau de présentation des résultats par territoire, selon l'approche CARI

Domaine		Indicateur	Territoire	Sécurité Alimentaire	Sécurité Alimentaire Limite	Insécurité Alimentaire Modérée	Insécurité Alimentaire Sévère
Statut Actuel	Consommation Alimentaire	Score de Consommation Alimentaire		Acceptable		Limite	Pauvre
			Mbuji-Mayi	27,5%		24,6%	47,9%
			Tshilenge	16,2%		22,2%	61,7%
			Miabi	25,1%		32,6%	42,3%
			Kabeya-Kamwanga	8,9%		24,9%	66,2%
			Lupatapata	33,5%		28,7%	37,7%
			Katanda	17,0%		27,1%	55,9%
			Kananga	23,2%		32,7%	44,0%
			Dibaya	3,7%		17,2%	79,1%
			Luiza	6,8%		26,0%	67,3%
			Kazumba	6,8%		18,0%	75,2%
			Demba	4,2%		25,0%	70,8%
			Dimbelenge	5,5%		24,3%	70,1%
Capacité de	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires (des dépenses totales)		Part < 50 %	50-65 %	65-75 %	Part > 75 %
			Mbuji-Mayi	16,7%	35,1%	25,7%	22,4%
			Tshilenge	16,2%	26,3%	16,2%	41,3%
			Miabi	6,1%	14,5%	22,0%	57,4%
			Kabeya-Kamwanga	5,3%	15,0%	19,7%	60,0%

Domaine		Indicateur	Territoire	Sécurité Alimentaire	Sécurité Alimentaire Limite	Insécurité Alimentaire Moderée	Insécurité Alimentaire Sévère
			Lupatapata	5,7%	24,6%	23,7%	46,1%
			Katanda	21,3%	25,8%	17,6%	35,3%
			Kananga	18,4%	31,8%	24,3%	25,6%
			Dibaya	17,2%	15,3%	21,2%	46,3%
			Luiza	21,0%	11,7%	17,4%	49,9%
			Kazumba	10,2%	12,8%	22,9%	54,1%
			Demba	17,8%	9,8%	18,6%	53,8%
			Dimbelenge	18,0%	16,5%	19,4%	46,1%
		Stratégies de survie basée sur les moyens de subsistance		Aucune	Stress	Crise	Urgence
			Mbuji-Mayi	30,1%	19,8%	31,6%	18,5%
			Tshilenge	7,5%	10,2%	59,0%	23,4%
			Miabi	5,0%	11,7%	41,2%	42,1%
			Kabeya-Kamwanga	3,3%	6,6%	49,9%	40,2%
			Lupatapata	6,3%	14,1%	49,7%	29,9%
			Katanda	11,6%	14,3%	53,5%	20,7%
			Kananga	21,0%	15,2%	22,3%	41,5%
			Dibaya	7,7%	3,7%	20,9%	67,8%
			Luiza	7,5%	6,2%	24,4%	61,8%
			Kazumba	13,2%	6,0%	21,1%	59,8%
			Demba	6,4%	6,8%	17,4%	69,3%
			Dimbelenge	8,4%	11,3%	21,4%	58,8%
Indice d'Insecurité Alimentaire			Mbuji-Mayi	5,3%	28,1%	47,9%	18,7%
			Tshilenge	1,2%	15,9%	38,6%	44,3%
			Miabi	1,1%	18,1%	41,2%	39,6%
			Kabeya-Kamwanga	0,0%	7,2%	32,1%	60,7%
			Lupatapata	0,9%	25,7%	46,4%	26,9%
			Katanda	1,5%	15,8%	51,1%	31,6%
			Kananga	4,3%	21,2%	49,5%	25,0%
			Dibaya	0,6%	3,7%	34,4%	61,3%
			Luiza	0,3%	7,0%	36,4%	56,4%
			Kazumba	0,0%	5,6%	36,1%	58,3%
			Demba	0,4%	4,5%	29,2%	65,9%
			Dimbelenge	0,6%	7,8%	35,1%	56,5%

Source : EFSA, 2020.

L'analyse de la sécurité alimentaire basée sur l'approche CARI montre que globalement 81,5% des ménages, qui représentent environ 8 314 570 de personnes les provinces du Kasai Central et Kasai Oriental font face à l'insécurité alimentaire. Dans ces deux provinces, environ 20,1% sont en insécurité

alimentaire sévère, soit environ 2 057 694 de personnes sont en insécurité alimentaire sévère. Par province, les résultats de l'enquête montrent des proportions quasi similaires où plus des deux tiers de la population sont en situation d'insécurité alimentaire.

Selon les territoires comme le montre le tableau ci-dessous, la prévalence de l'insécurité alimentaire varie et présente des situations très alarmantes. En effet, dans les territoires de Dibaya, Demba, Kazumba, Kabeya-Kamwanga, Luiza et Dimbelenge, plus de 9 ménages sur 10 sont en situation d'insécurité alimentaire.

Tableau 5 : Estimation de la population en Insécurité Alimentaire (2020)

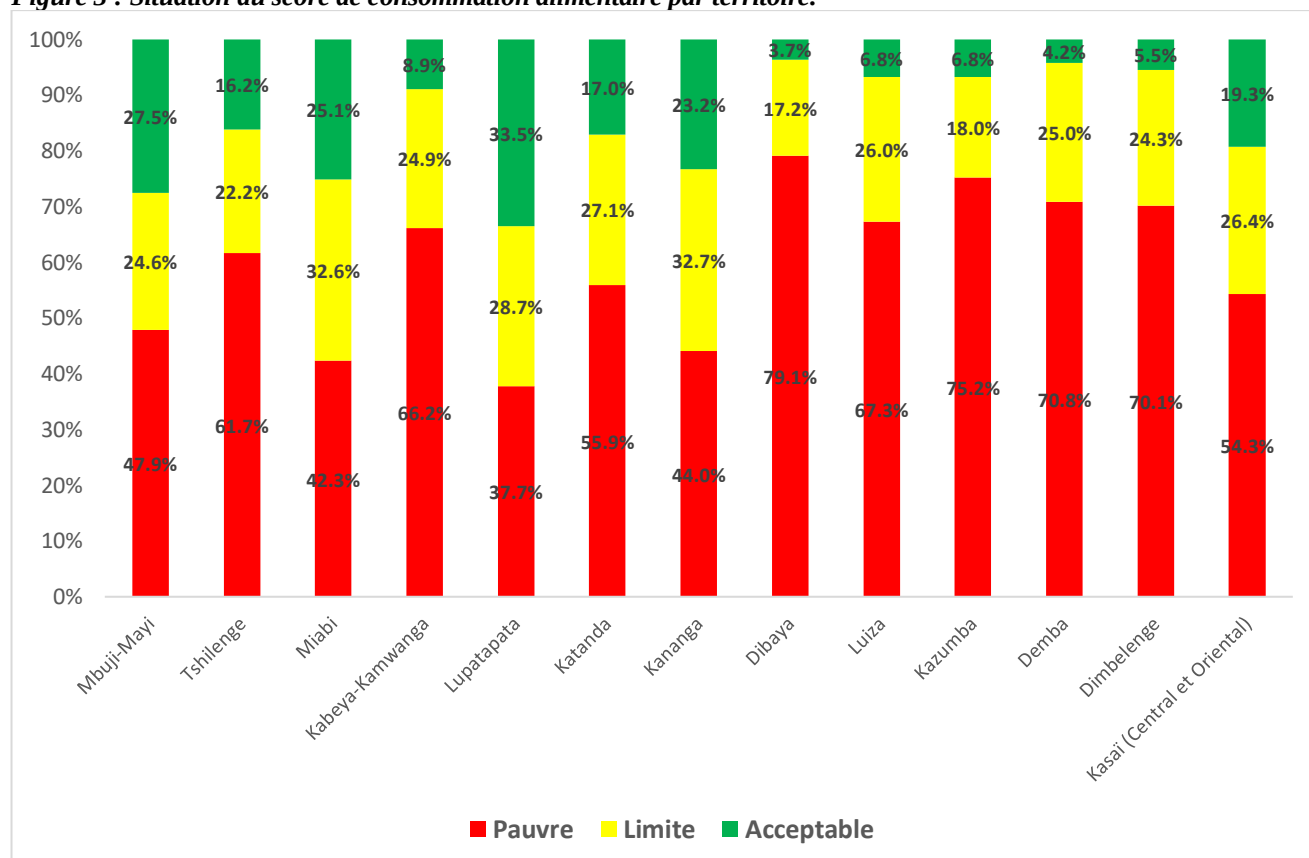
Territoire	Proportion insécurité alimentaire (Sévère+Modérée) (%)	N = Population (début 2020)	Population en insécurité alimentaire (Sévère + Modérée)
Mbuji-Mayi	67%	3 427 551	2282568
Tshilenge	83%	586 853	486701
Miabi	81%	382 797	309223
Kabeya-Kamwanga	93%	210 712	195536
Lupatapata	73%	361 281	265012
Katanda	83%	444 131	367184
Kananga	75%	1059479	789446
Dibaya	96%	611334	585080
Luiza	93%	891710	826858
Kazumba	94%	959649	905533
Demba	95%	804123	764526
Dimbelenge	92%	462144	423297
Kasaï (central et oriental)	81,5%	10201764	8314570

Source des données sur la population : Ministère de la Santé, 2020

5.1.1. Situation de consommation alimentaire

En examinant la consommation alimentaire des ménages évaluée sur les sept derniers précédant l'enquête, plus de la moitié des ménages des deux provinces du Kasai (54,3%), a une consommation alimentaire pauvre. En effet, cette information reflète que pendant les 7 derniers jours, plus de (ménages sur 10 totalisent un score de consommation n'excédant pas 28 points. Ces ménages consomment en majorité des céréales et l'absence quasi-totale des aliments comme le lait et produits laitiers, les protéines sont observées. En termes de groupe d'aliments consommés, un maximum de 4 est observé au niveau de ces ménages.

Figure 3 : Situation du score de consommation alimentaire par territoire.



La plus forte concentration des ménages qui ont un score de consommation alimentaire pauvre se trouve dans les territoires de Dibaya, Kazumba, Demba et Dimbelenge où environ 7 ménages sur 10 ont une consommation alimentaire pauvre. La situation est également préoccupante dans les autres territoires plus de 4 ménages sur 10 ont une consommation alimentaire pauvre. Tous ces territoires présentent des niveaux de consommation alimentaire pauvre.

Globalement, 81% des ménages dans les deux provinces du Kasai ont une consommation alimentaire pauvre et limite, indiquant une situation quasi généralisée de consommation alimentaire inadéquate et préoccupante. Cette situation est même plus aggravée dans 5 territoires sur les 12 que comptent les deux Kasai où le pourcentage des ménages qui ont une consommation alimentaire pauvre et limite est estimée à plus de 90%, au-delà de la moyenne provinciale.

Tableau 6 : Analyse de la consommation alimentaire selon les caractéristiques sociodémographiques des ménages.

		Pauvre	Limite	Acceptable
Sexe du chef de ménage	Masculin	52,6%	27,5%	19,9%
	Féminin	55,5%	25,6%	18,9%
Statut du ménage	Déplacé dans un camp	52,6%	27,5%	19,9%
	Déplacé en famille d'accueil ou hors camps	78,1%	13,7%	8,2%
	Refugié	55,6%	28,6%	15,9%
	Resident	53,3%	26,7%	20,0%
	Retourné	70,8%	23,7%	5,4%
	Rapatrié	52,6%	18,4%	28,9%
Taille du ménage (3 groupes)	1 - 3 pers	56,2%	22,9%	20,9%
	4 - 6 pers	55,4%	25,6%	19,0%
	7 - 9 pers	50,3%	29,8%	19,9%
	10 pers et plus	56,1%	28,0%	15,9%
Niveau d'instruction	Aucun	90,5%	4,8%	4,8%
	Primaire	55,8%	26,7%	17,5%
	Secondaire	51,0%	28,3%	20,7%
	Supérieur	29,6%	25,0%	45,4%

Source : EFSA, 2020

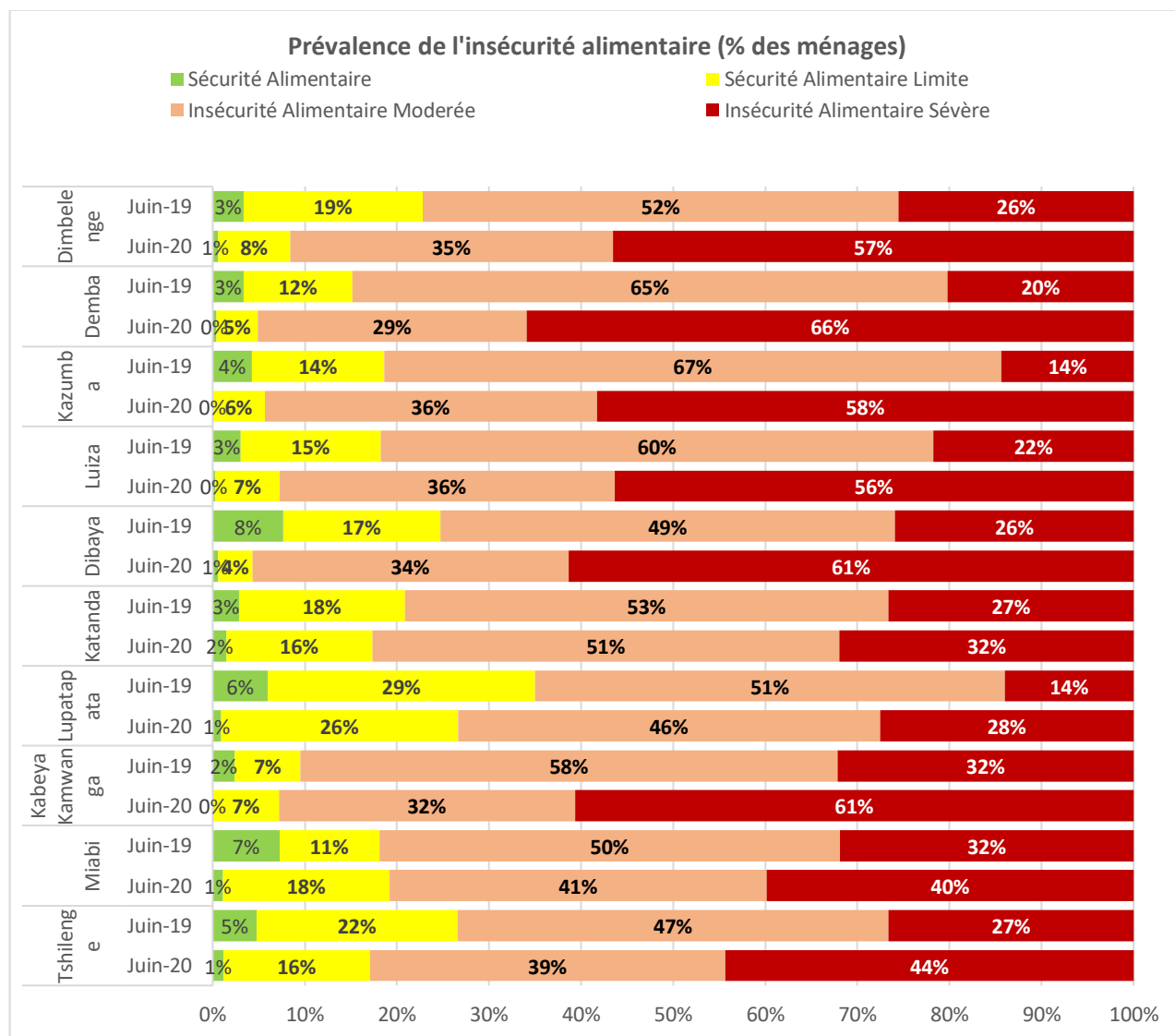
L'analyse de la consommation alimentaire suivant quelques caractéristiques sociodémographiques des ménages, tel qu'illustrée dans le tableau ci-dessus permet de faire des commentaires suivants :

- L'analyse de la consommation alimentaire suivant le sexe du chef du ménage indique que le pourcentage des ménages qui ont un score de consommation alimentaire pauvre et limite est plus élevé parmi les ménages qui sont dirigés par un homme (80,1%) et ceux dirigés par une femme (81,1%). La même tendance est observée en ce qui concerne la proportion des ménages qui ont un score de consommation alimentaire pauvre. Le pourcentage des ménages qui ont un score de consommation alimentaire pauvre est de 52,3% chez les ménages dirigés par un homme contre 55,5% chez les femmes. Ceci suggère que les ménages dirigés par les femmes ont une consommation alimentaire moins bonne que ceux dirigés par les hommes. Toutefois, le test de corrélation montre que le sexe du chef du ménage n'a pas d'effet significatif sur la qualité de la consommation alimentaire (p-value= 0,000).
- Les ménages qui n'ont pas connu de déplacement (les résidents) ont meilleure consommation alimentaire que ceux qui ont connu un déplacement, notamment les déplacés internes, les retournés et les expulsés d'Angola. Les ménages qui sont encore en déplacement sont les plus affectés en termes de consommation alimentaire (78,1%), suivi des retournés (70,8%), des réfugiés (55,6%) et des résidents (53,3%).
- La proportion des ménages qui ont un score de consommation alimentaire pauvre et limite est plus élevée parmi les ménages de petite et grande taille (respectivement 56,2% et 56,1%), suivi des ménages de taille moyenne (55,4%). Ces résultats renseignent sur les connaissances empiriques connues où les ménages de grande sont les plus en insécurité alimentaire. Ceci suggère que la sécurité alimentaire dans la zone couverte par l'EFSA se détériore avec la taille des ménages. Plus la taille du ménage est grande, plus le ménage a une consommation alimentaire inadéquate. Une telle situation s'explique dans le contexte de la RDC où le taux de dépendance est généralement élevé.
- Les résultats de cette EFSA confirment l'importance de l'éducation dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les données dans le tableau ci-dessous montrent clairement que la consommation alimentaire s'améliore avec le niveau d'instruction du chef du ménage. En effet, 90,5% des ménages dont le chef n'a pas de niveau d'instruction ont un score de

consommation alimentaire pauvre. Cette proportion va dans l'ordre décroissant au fur et à mesure que le niveau d'instruction augmente. Ainsi 55,8% des ménages dont le chef a un niveau primaire ont un score de consommation alimentaire pauvre. Ils sont 51% qui ont un score de consommation pauvre chez les ménages dont le chef a un niveau secondaire et 29,6% chez ceux dont le chef a un niveau supérieur.

Comme l'indique le graphique ci-dessous, la situation de l'insécurité alimentaire dans les territoires des deux Kasai, il ressort clairement que la situation s'est nettement détériorée. En effet, quelque que soit le territoire, la situation de l'insécurité alimentaire a connu une hausse où il y a des zones que la situation de 2020 est deux fois pire que celle de 2019.

Figure 3: Tendance du score de consommation alimentaire



Source, EFSA 2020

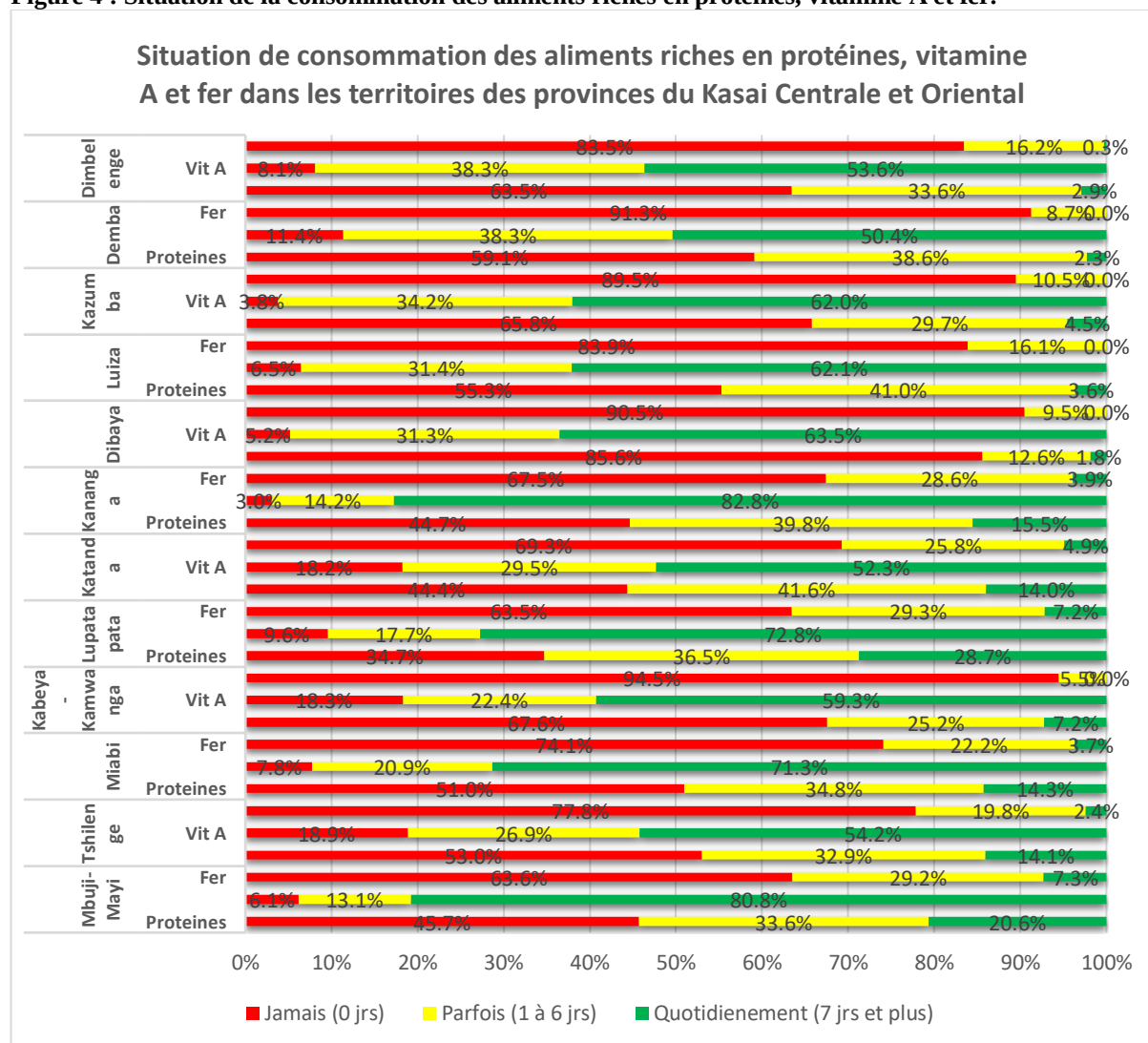
5.1.1.1. Consommation des aliments riches en protéines, fer et vitamine A

Pour analyser la fréquence de consommation des aliments riches en nutriments, le PAM a développé en 2015, une méthodologie d'analyse de la qualité nutritionnelle de la consommation alimentaire (FCS-N²).

Cette variable est calculée suivant deux étapes importantes : (i) la création des groupes d'aliments riches en vitamine A, en protéines et en fer hémique³ et (ii) la constitution de classes en utilisant les groupes d'aliments créés.

Le graphique ci-dessous montre une plus grande proportion de ménages qui consomment d'aliments riches en vitamine A comme les légumes de couleur orange, des œufs avec 71,3% pour l'ensemble des ménages tous les jours. La proportion des ménages qui consomment souvent d'aliments riches en vitamine A est de 21%. Selon les territoires, cette tendance est observée majoritairement avec des variations et la proportion s'établirait entre 50,4% à Demba et Mbuji- Mayi avec 81%.

Figure 4 : Situation de la consommation des aliments riches en protéines, vitamine A et fer.



Source : EFSA, 2020.

² Août 2015, United Nations World Food Programme, Food security analysis (VAM) - Food Consumption Score Nutritional Quality Analysis Guidelines (FCS-N).

³ Ces informations sont obtenues à partir de la collecte sur la consommation alimentaire sur les 7 jours précédant l'enquête.

La majorité des ménages dans les territoires des deux Kasai a une faible consommation des aliments riches en Fer (viandes abats et organes et poissons). En effet, près de 7 d'un ménage sur 10, soit 74,1% des ménages en moyenne ont déclaré n'avoir pas consommé des aliments riches en fer durant les sept derniers jours précédant l'enquête. La proportion des ménages qui ne consomment pas régulièrement les aliments riches en fer est plus élevée dans les territoires de Kabeya-Kamwanga (94,5%), Dibaya (90,5%) et Demba (91,3%). Dans les autres territoires, cette situation est préoccupante où plus de 6 ménages sur 10 n'ont pas consommé les aliments riches en fer pendant les sept jours précédant l'enquête.

Quant à la consommation d'aliments riches en protéine, les ménages ont une faible consommation des aliments riches en protéines (Légumineuses, laits et produits laitiers, viandes, poissons et œufs), traduisant que ces aliments ne sont pas dans les assiettes. En effet, 51% des ménages dans ces territoires ont déclaré n'avoir pas consommé les aliments riches en protéines au cours des 7 jours qui ont précédé l'enquête et 35% l'ont consommé souvent et 14,3% tous les jours.

Selon les territoires cette proportion est variable et la même tendance est observée. Cependant, la consommation des protéines est surtout préoccupante dans le territoire de Dibaya, Kabeya-Kamwanga et Kazumba avec respectivement 86%, 68% et 66% des ménages qui n'ont pas consommé les protéines les 7 derniers jours précédant l'enquête.

L'analyse de la consommation des aliments riches en protéines, vitamine A et fer suivant le sexe du chef du ménage montre que les ménages dirigés par la femme ont globalement une faible consommation des aliments riches en protéines et vit A comparativement à ceux dirigés par un homme. En effet, le pourcentage des ménages qui consomment quotidiennement des aliments riches protéines et vitamine A est respectivement de 55,1% et 79% chez les ménages dirigés par une femme contre 50% et 73% chez les ménages dirigés par les hommes.

Par ailleurs, en examinant les ménages ayant consommé des aliments riches en protéines et fer, il ressort que les ménages pauvres sont ceux qui n'ont pas consommé ces aliments pendant les 7 derniers jours. En effet, 85% des ménages avec une consommation alimentaire pauvre, n'ont pas consommé les protéines pendant les 7 derniers jours et 96% des ménages qui n'ont pas consommé le fer ont une consommation alimentaire pauvre.

Quant à la consommation alimentaire des aliments riches en vitamine A, la situation est meilleure pour les ménages ayant un score de consommation alimentaire pauvre.

A l'inverse, les ménages qui ont un score alimentaire acceptable, consomment quotidiennement les aliments riches en protéines et en vitamine A où respectivement 67,4% et 90% en consomment.

En somme l'analyse de ces trois groupes d'aliments riches en vitamine A, protéine et fer indique que la consommation de ces aliments renseigne sur la consommation alimentaire des ménages et pourrait être un facteur de discrimination pour les opérations en termes de ciblage des bénéficiaires. Elle pourrait servir de base pour orienter le programme à envisager des discussions sur le panier alimentaire ou sur les sensibilisations surtout avec l'obligation que les programmes soient sensibles à la nutrition.

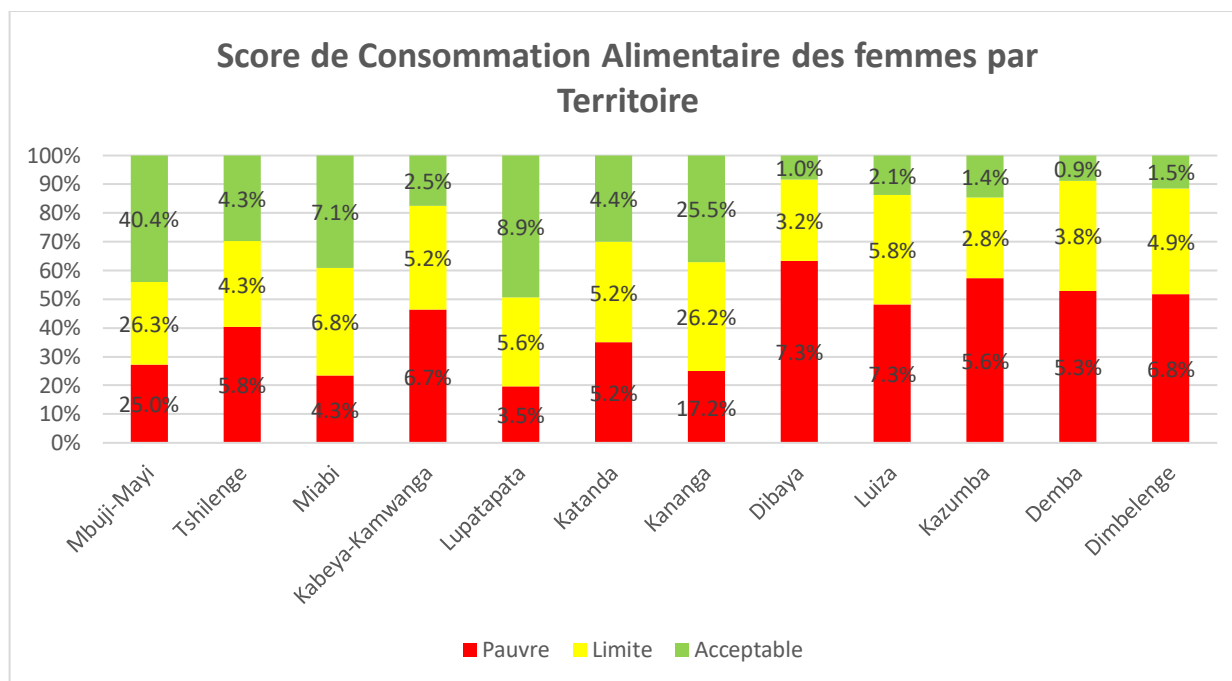
5.1.1.2. Situation d'alimentation et état nutritionnel des enfants de 6 à 23 mois, des femmes enceintes et allaitantes.

Tableau 7 : Alimentation des enfants de 6 à 23 mois

Caractéristiques sociodémographiques		Nombre de groupes d'aliments consommés (Moyenne)	Ont atteint la HDDS Minimale (Au moins 4 groupes)		Ont atteint une bonne diversité alimentaire (SDA)		Ont atteint le Minimum Alimentaire Acceptable		Effectif total des enfants enquêtés
			Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
Age de l'enfant (Regroupé)	6-11 mois	3,3	102	15,2%	27	14,4%	37	14,0%	188
	12-17 mois	3,4	90	13,5%	22	13,8%	29	10,9%	159
	18-23 mois	3,3	477	71,3%	160	18,9%	199	75,1%	847
Sexe du chef de ménage	Masculin	3,2	2266	43,5%	486	9,3%	1034	19,8%	5212
	Féminin	3,5	497	37,4%	111	8,4%	28	17,2%	1329
Territoire	Mbuji-Mayi	0,0	701	25,4%	167	9,0%	510	27,5%	1855
	Tshilenge	0,0	130	4,7%	17	5,1%	54	16,2%	334
	Miabi	0,0	195	7,1%	19	5,0%	90	25,1%	359
	Kabeya-Kamwanga	0,0	117	4,2%	6	1,7%	32	8,9%	361
	Lupatapata	0,0	199	7,2%	29	8,7%	112	33,5%	334
	Katanda	0,0	109	3,9%	22	6,7%	56	17,0%	329
	Kananga	3,3	860	31,1%	256	18,5%	322	23,2%	1386
	Dibaya	2,0	58	2,1%	5	1,5%	12	3,7%	326
	Luiza	3,4	99	3,6%	25	6,5%	26	6,8%	385
	Kazumba	3,2	100	3,6%	17	6,4%	18	6,8%	266
	Demba	0,0	85	3,1%	8	3,0%	11	4,2%	264
	Dimbelenge	3,8	110	4,0%	26	7,5%	19	5,5%	345
Total		3,3	2763	8,3%	597	6,6%	1262	14,9%	6544

Source, EFSA 2020.

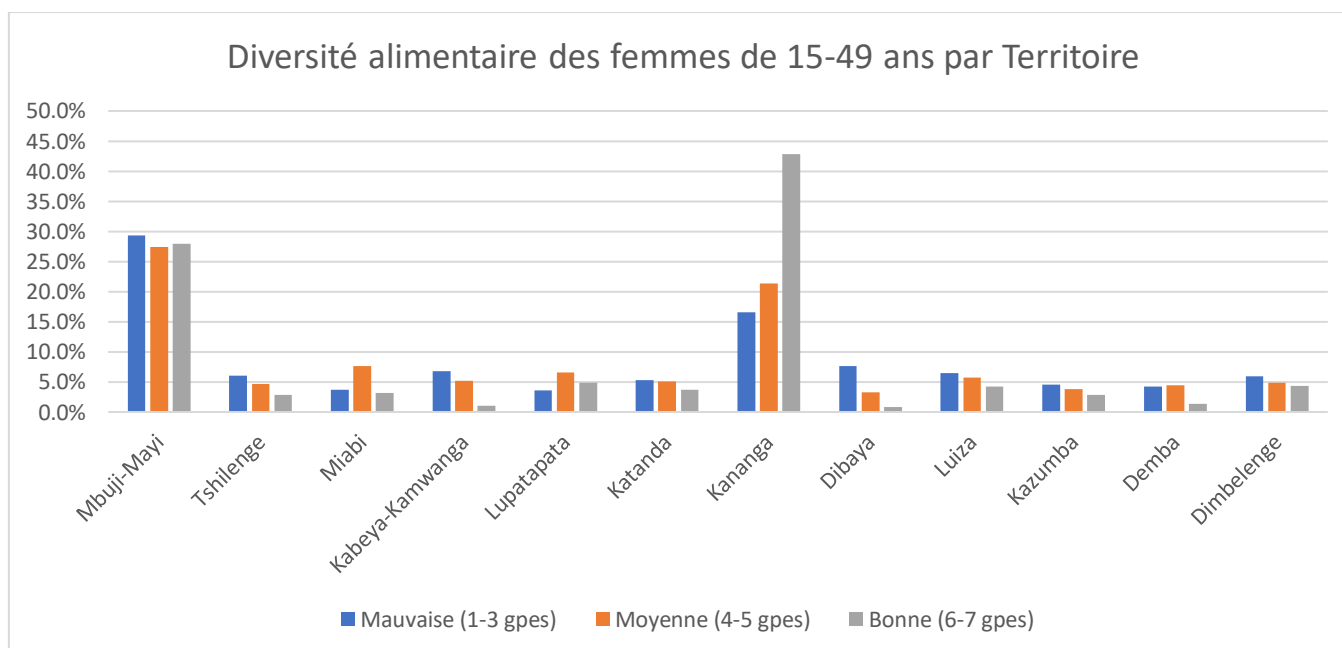
Figure 5 : Score de consommation alimentaire de femmes de 15-49 ans par territoire



5.1.1.3. Diversité diététique minimum des femmes et enfants

La majorité (44,2, %) des femmes 15 à 49 ans ont une diversité alimentaire mauvaise (1-3 gpes) dans l'ensemble de territoires, une forte proportion (29,3%) s'observe dans le territoire de Mbujimayi et de Kananga.

Figure 6 : Diversité alimentaire consommée par les femmes de 15 à 49 ans.

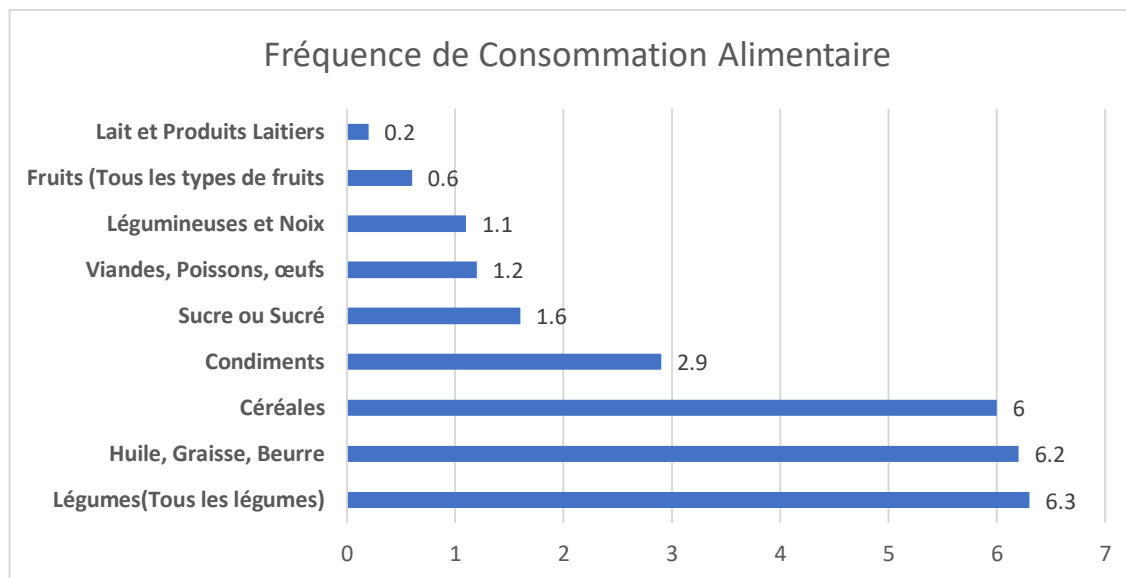


Source, EFSA,2020

Dans l'ensemble de 12 territoires concernés par l'enquête les résultats de l'enquête montrent que 95,9% d'enfants de 6 à 23mois n'ont atteint le Minimum Alimentaire Acceptable. D'autre part 44,2% de femmes en

âge de procréer (15 à 49 ans) ont un score de diversité alimentaire « mauvaise », seulement 9,2% ont un score de consommation alimentaire « Bonne », seulement 23,2% de femmes en âge de procréer ont atteint la diversité alimentaire minimale.

Figure 7: Fréquence de consommation alimentaire des ménages



Source, EFSA, 2020.

L'analyse du score de diversité alimentaire (SDAM) montre que (44,1%) des ménages a une Mauvaise Diversité Alimentaire. La moyenne de la province se situe de 4 groupes d'aliments.

Le régime alimentaire de la population du Kasai-Central est composé essentiellement des Légumes (Tous les légumes) qui sont consommés 6,3 jours/, suivi des huiles (Graisse et Beurre) qui sont consommés 6,2 jours/7 ; des céréales et des tubercules (essentiellement le manioc et le maïs) qui sont consommés 6jours/7 ; et des Condiments (essentiellement le sel de cuisine) qui sont consommés 2,9 jours/7. Il a été constaté une très faible consommation des aliments source d'énergie et de protéine comme les Sucres et sucrés qui sont consommés en moyenne 1,6 jours/7, les viandes, Poissons et Œufs qui sont consommés 1,2 jours/7 ; Légumineuses et Noix qui sont consommés 1,1 jours/7, les Fruits (tous les fruits) qui sont consommés 0,6 jours/7 mais aussi le Lait et produits laitiers qui sont consommés 0,2 jours/7.

5.1.1.4. Sources d'aliments

Dans l'ensemble de deux provinces du Kasai Central et du Kasai Oriental et par ordre d'importance, le recours aux marchés et la propre production constituent les principales sources d'approvisionnement en denrées alimentaires. Les résultats d'analyse ont montré pour chacun de 7 groupes d'aliments, en moyenne 75% des ménages achètent principalement la nourriture au marché, et 20.5% recourent secondairement à leur propre production pour disposer de la nourriture.

L'ampleur de la dépendance de marchés varie selon les groupes d'aliments :

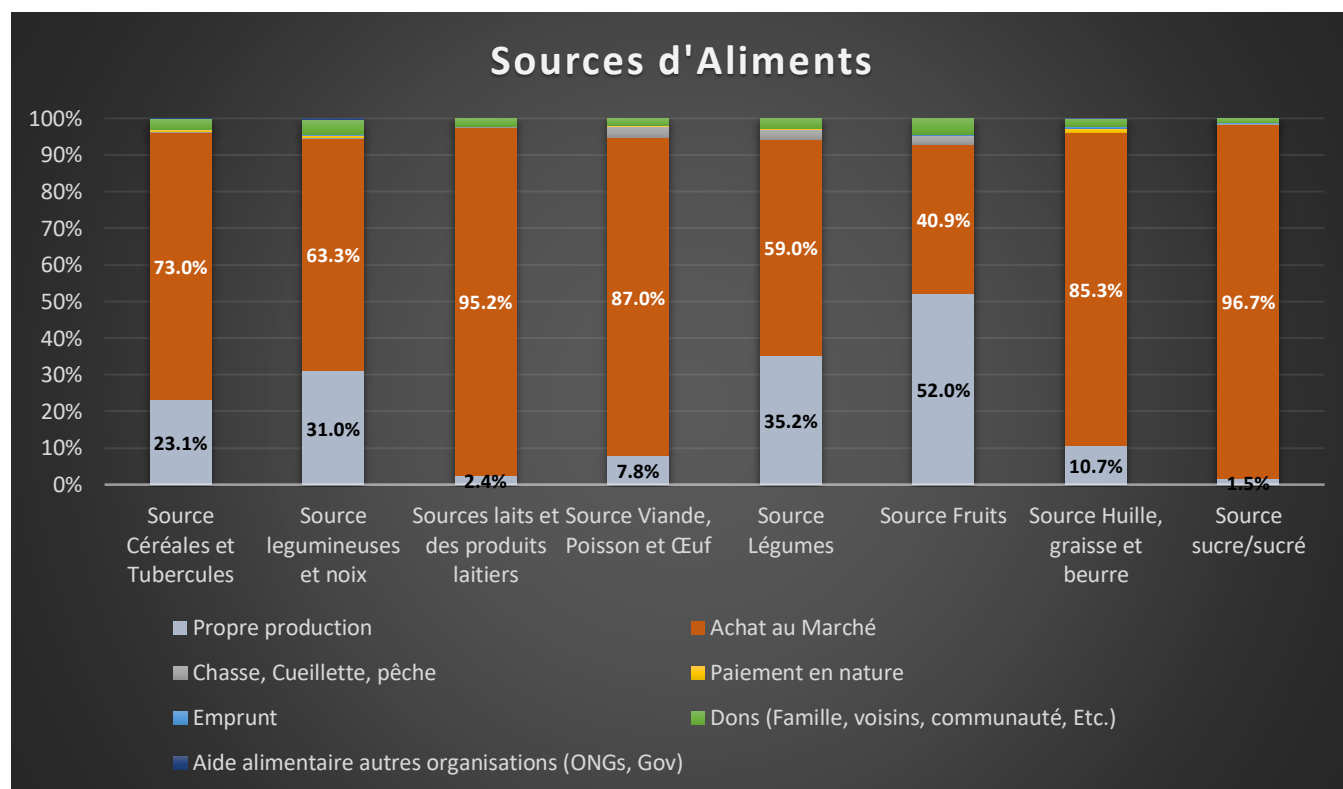
- Pour la céréale, la plus forte dépendance est observée à Dimbelenge (70.1%), Luiza (63%), Demba (58.3%), Kazumba (52.4%), Dibaya 47.1%,
- Pour les légumineuses, la plus forte dépendance est constatée à Luiza (67.2%), Kabeya Kamwanga (66.4%), Miabi (62.6%), Dimbelenge (58.8%), Demba (57.1).

5.1.2. Moyens de subsistance

5.1.2.1. Principales activités de subsistance et sources de revenu des ménages

D'après le résultat obtenu de l'analyse des données collectées, l'agriculture est la principale source de revenu des ménages dans le Kasai Oriental et Kasai Central, avec respectivement 35.5% et 53.1% des ménages concernés. Le Commerce vient en seconde position (15.2% pour le Kasai Oriental et 8.8% pour le Kasai Central), puis le Travail salarié en troisième position (10.7% pour le Kasai Oriental, et 10.3% pour le Kasai Central).

Globalement, l'agriculture est pratiquée par 43.5% de la population enquêtée dans les deux Kasai, et le 56.5% restant sont repartis sur les autres activités dont 12.3% au commerce et 10.5% au travail salarié.



5.1.2.1.1. Agriculture

Pour le secteur agricole, de façon globale, 49 % des ménages possèdent des terres cultivables. Parmi lesquels, 69,9% ont pratiqué l'activité agricole au cours de la campagne agricole 2019-2020. En revanche, 31,1 % des ménages n'ont pas pratiqué l'activité agricole en 2019-2020 dans l'ensemble de 12 territoires concernés par l'évaluation, les raisons évoquées sont multiples, parmi lesquelles, le manque de moyens financiers a été évoqué d'une part et d'autre part le manque d'intrants. Le manque de moyens financiers pour louer la terre a été évoqué à 62,7% comme raison principale de non-possession de la terre cultivable. Disons que les plus fortes proportions des ménages ayant pratiqué l'activité agricole se retrouvent dans les territoires de Kananga soit 15,5% contre celles du territoire de Mbujimayi avec 5,1%. Quant au titre

principal de la possession de terres cultivables 83,8% possèdent les terres comme propriété personnelle ou familiale

Les retournés (71 %) et résidents (70,5%) ont plus pratiqué l'activité agricole comparativement aux réfugiés (25%). Les principales cultures pratiquées pour la consommation et aussi pour la vente sont de maïs et le manioc 28% possèdent des animaux d'élevages. Plus de 66% ont cultivé le maïs comme spéculation pendant la saison A dans l'ensemble de 12 territoires.

5.1.2.2. Vulnérabilité économique des ménages

La part des dépenses alimentaires sur les dépenses totales a été utilisée dans cette évaluation comme indicateur pour mesurer la vulnérabilité économique des ménages. D'une manière générale 36,5% des ménages a une part de dépenses alimentaires mensuelle estimée à plus de 75% et 25,4% ont une part de dépenses alimentaires mensuelle estimée à 65% ; seulement 15,6% ont une part de dépenses alimentaires mensuelle estimée à moins de 50%. La majorité de ménages qui engagent beaucoup plus dépenses se trouve dans le territoire de Mbuji-Mayi avec 28,4%, suivi du territoire de Kananga avec 21,1%, le territoire de Demba vient à la dernière position avec 4% comme étant l'ensemble de ménages qui engagent différentes dépenses dans le dit territoire.

Tableau 8: Part des dépenses alimentaires selon certaines caractéristiques (%)

Caractéristique		Classes de dépenses				Total
		Part < 50 %	Part 50 - 65 %	Part 65 - 75 %	Part > 75 %	
Sexe du chef de ménage	Masculin	16,5	25,8	22,7	35	100
	Féminin	12,1	24	21,5	42,5	100
Statut de résidence	Déplacés dans un camp	21,4	26,8	21,4	30,4	100
	Déplacés en famille d'accueil ou hors camp	8,2	28,8	32,9	30,1	100
	Réfugié	12,7	14,3	22,2	50,8	100
	Résident	15,8	25,8	22,2	36,2	100
	Retournés	13	16,5	26	44,5	100
	Rapatrié	13,2	34,2	21,1	31,6	100
Score de Consommation Alimentaire	Pauvre	14,7	22,1	21	42,2	100
	Limite	17	27,5	23,3	32,1	100
	Acceptable	16,4	31,9	25,1	26,5	100
Score de Diversité Alimentaire	Mauvaise (1-3 gpes)	14,4	23,3	20,4	41,9	100
	Moyenne (4-5 gpes)	16	25,6	24,1	34,2	100
	Bonne (6-7gpes)	19,4	34,7	23,5	22,4	100
Total		15,1	25,8	23,4	35,7	100

Source : EFSA, 2020.

5.1.3. Stratégies de survie

L'analyse des stratégies de survie basées sur les moyens de subsistance permet de mieux cerner l'ampleur de l'engagement des ménages dans les activités d'épuisement d'actifs, y compris la vente des biens domestiques, des biens productifs et des propriétés, pour atténuer les effets du choc. En effet, les ménages s'appuient généralement sur les biens qu'ils possèdent pour faire face aux effets des chocs qu'ils subissent. L'épuisement des actifs les rend ainsi plus vulnérables aux chocs futurs.

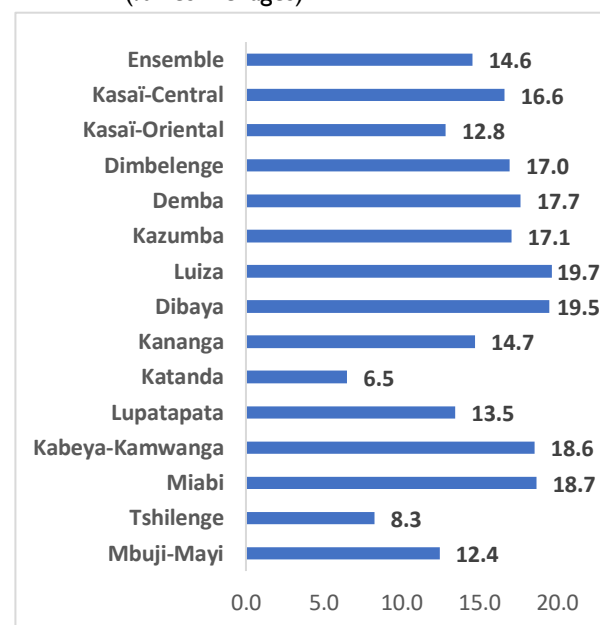
La figure ci-après illustre la situation des stratégies de survie basées sur les moyens de subsistance pratiquées par les ménages dans les provinces du Kasai Central et Oriental au cours des 30 jours qui ont précédé l'enquête.

Il ressort de l'analyse de cette figure que sur l'ensemble de la province, 83,2 % des ménages ont recouru à au moins une stratégie de Crise, de Stress ou d'Urgence (85,6% au Kasai Central et 81,2 au Kasai Oriental). Au niveau du Kasai Central, la plus grande proportion des ménages ayant adopté une stratégie est d'urgence tant dis qu'au Kasai Oriental c'est celle de crise.

Selon les territoires, Demba et Dibaya présentent des niveaux très élevés des ménages ayant adopté des stratégies d'urgences (respectivement 69,3% et 67,8%)

Le recours par un si grand nombre des ménages aux stratégies de survie aussi sévères, est du reste une indication d'un niveau élevé de stress qu'éprouvent les ménages dans cette zone pour avoir la nourriture.

Figure 8 : Recours aux stratégies de survie
(% des ménages)



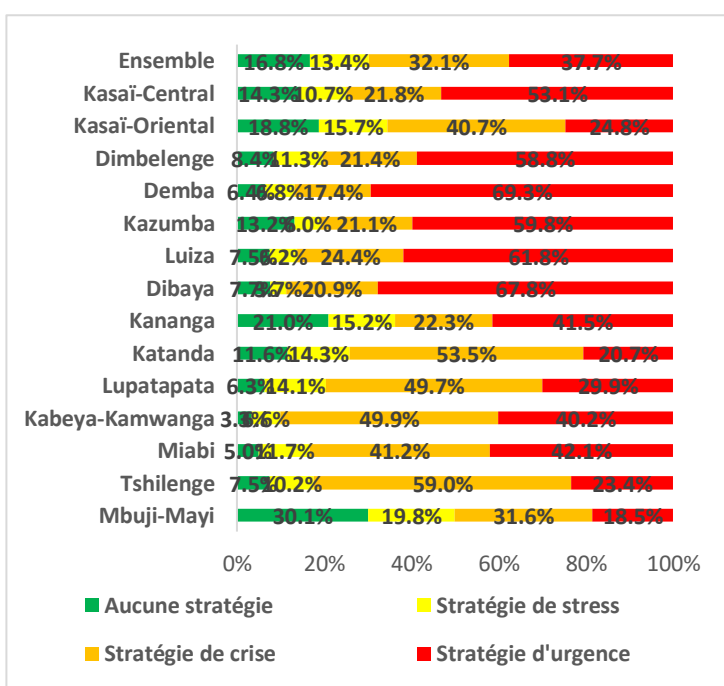
Stratégies basées sur la consommation alimentaire

L'indice de stratégies de survie réduit basées sur la consommation alimentaire (rCSI) est un indicateur d'accès qui permet de comprendre la sévérité et le niveau de stress qu'éprouvent les ménages pour faire face à leur difficulté d'accéder à la nourriture. Plus le rCSI est élevé, plus le ménage s'est appuyé sur des stratégies de survie plus sévères pour faire face à sa difficulté d'accéder à la nourriture.

Le niveau de l'Indice des Stratégies de Survie-Réduit sur l'ensemble des deux provinces se place à 14,6 points. Les niveaux les plus élevés sont observés à Dibaya (19,5 points) et Luiza (19,7 points) alors que le plus faible est signalé à Katanga (6,5 points). Ceci indique des difficultés plus élevées d'accès à la nourriture dans ces territoires. Les ménages dirigés par une femme (rCSI=15,1) rencontrent plus de difficulté à accéder à la nourriture que ceux dirigés par un homme (rCSI=14,4).

La consommation des aliments moins préférés ou moins chers (84,9%), la diminution du nombre de

Figure 4.5.2 : Indice des Stratégies de Survie Réduit par territoire



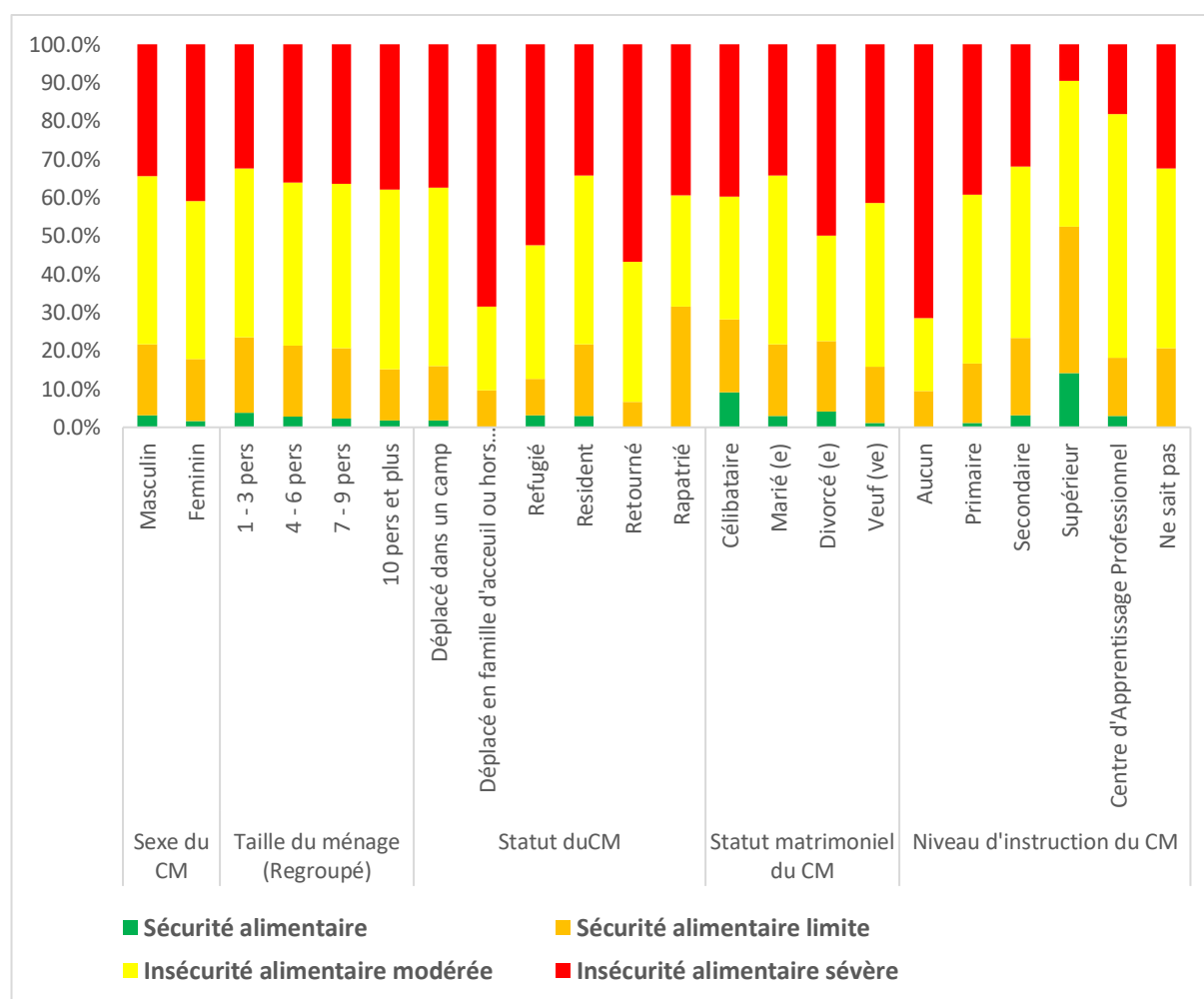
repas (60,9%) et la diminution de la quantité des repas (66,9%) sont les 3 principales stratégies de survie pratiquées par les ménages.

5.2. PROFIL DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE

L'analyse de certaines caractéristiques sociodémographiques des ménages affectés par l'insécurité alimentaire a permis de constater que la prévalence moyenne de l'insécurité alimentaire au niveau de la province (57,5% des ménages en insécurité alimentaire) cache des disparités qui existe au sein des ménages lorsqu'on considère certaines caractéristiques sociodémographiques, y compris le sexe du chef du ménage, le statut du ménage, le niveau d'instruction du chef du ménage, la taille du ménage et la classe de richesse du ménage.

Cette analyse permet, par ailleurs, de répondre à la question « quels sont les caractéristiques des ménages qui sont les plus affectés par l'insécurité alimentaire ? ».

Figure 9 : Situation de la sécurité alimentaire selon quelques caractéristiques sociodémographiques



Source, EFSA 2020

Globalement (sévère + modérée), le sexe du chef de ménage n'a pas d'effet significatif sur la prévalence de l'insécurité alimentaire. Quel que soit le sexe du chef de ménage, trois quarts des ménages vivent en insécurité alimentaire globale. Toutefois, la plus forte concentration des ménages en insécurité alimentaire sévère se trouve chez les ménages dirigés par la femme où on trouve 29% des ménages en insécurité alimentaire sévère contre 25% des ménages dirigés par un homme.

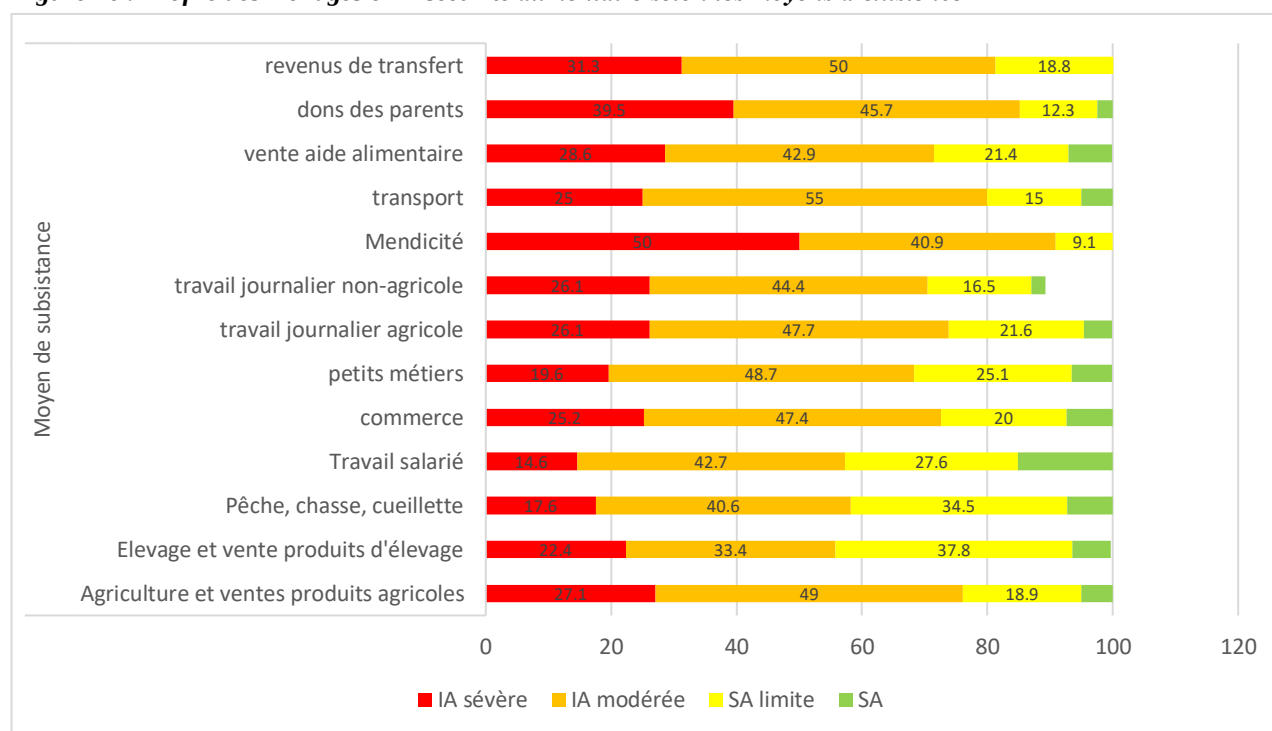
L'analyse de l'insécurité alimentaire selon le statut du ménage montre également que des proportions des ménages en insécurité alimentaire globale sont très élevées partout indépendamment du statut du chef du ménage. Toutefois, la plus forte concentration des ménages (en insécurité alimentaire globale) se trouve chez les retournés (86,4%) ; suivis des déplacés internes (84,3%), les retournés d'Angola (83%) et résidents (71,5%). Les mêmes tendances sont observées en ce qui concerne l'insécurité alimentaire sévère.

En termes du niveau d'instruction du chef du ménage, les résultats montrent que la sécurité alimentaire s'améliore avec le niveau d'instruction du chef du ménage, confirmant une fois de plus l'effet relatif du niveau d'instruction sur le niveau de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages.

Les résultats montrent par ailleurs que les ménages dans la classe des pauvres par leur indice de riche ont les proportions les plus élevées des ménages en insécurité alimentaires globale, suivis des ménages dans la classe moyenne. Les ménages dans la classe des nantis ont un meilleur profil de sécurité alimentaire, montrant clairement les effets significatifs que peut avoir la pauvreté sur la sécurité alimentaire des ménages.

En ce qui concerne les activités de moyens d'existence pratiquées par le ménage, le graphique ci-dessous montre que les pourcentages élevés des ménages en insécurité alimentaire se trouvent dans tous les groupes des moyens d'existence où plus d'un ménage sur deux est en insécurité alimentaire. Toutefois les pourcentages très élevés au-delà de 80% sont trouvés chez les personnes sans activité économique, vivant de la mendicité (90%), du transfert des fonds (81,5%) et ceux qui vivent des activités de transport (80%).

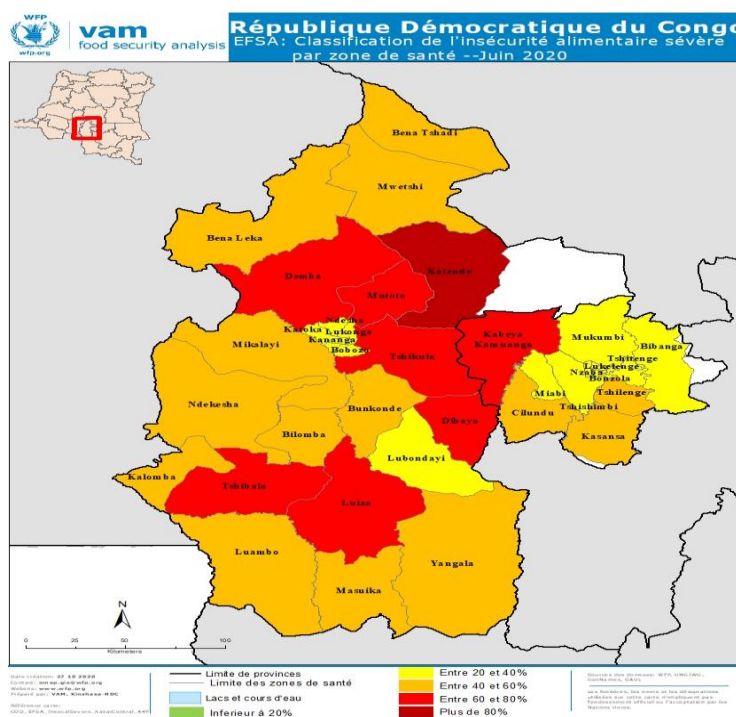
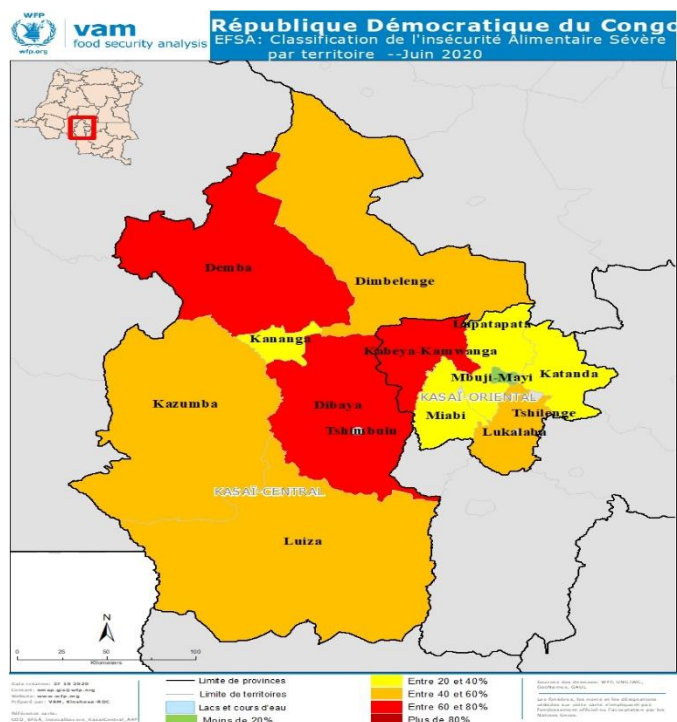
Figure 10 : Profile des ménages en insécurité alimentaire selon les moyens d'existence



Ce chapitre vise à présenter la répartition par territoire des proportions des ménages qui sont en insécurité alimentaire modérée et sévère. Cette présentation spatiale de l'insécurité alimentaire permettra du reste d'identifier les zones géographiques (territoires) qui sont les plus affectées par l'insécurité alimentaire.

Carte 1 : Distribution géographique de l'insécurité alimentaire

Carte 2 : Distribution géographique de l'insécurité alimentaire sévère.



Source : EFSA, 2020

L'insécurité alimentaire globale (modérée et sévère) est répandue sur toute l'étendue des provinces du Kasai Central et Oriental. Mais elle est très présente dans le territoire de Demba et Dibaya où environ 80% des ménages sont en insécurité alimentaire. La situation est également inquiétante dans les autres territoires Luiza, Kazumba, Dimbelenge où plus d'un ménage sur deux sont en insécurité alimentaire.

Sur l'ensemble des 12 territoires des deux provinces, huit ont des niveaux d'insécurité alimentaire très préoccupantes. Dans les quatre autres, la situation est également inquiétante.

5.4. CAUSES DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les causes de l'insécurité alimentaire de manière globale restent multiples et variées. Mais elles peuvent être catégorisées en causes structurelles et causes conjoncturelles.

Causes structurelles :

A l'instar des autres provinces du pays, le niveau élevé de pauvreté des ménages demeure l'une des principales causes structurelles de l'insécurité alimentaire. La pauvreté limite l'accès des ménages à une nourriture adéquate, qui est souvent disponible sur les marchés locaux. Elle limite en outre les ménages agricoles d'avoir accès à des intrants de production de qualité.

En 2012, bien avant les conflits de Kamwina Nsapu, l'incidence de la pauvreté dans l'ex province du Kasai Occidental était déjà estimée à 74,9%, bien au-delà de la moyenne nationale qui est de 63,4%⁴. La pauvreté dans la province du Kasai résulte de plusieurs facteurs, y compris l'enclavement suite au

⁴ Ministère du Plan, Enquête 1-2-3, 2014.

délabrement de l'ensemble du réseau routier, qui rend difficile l'accès des ménages agricoles aux marchés. Les contraintes multiples dans la pratique de l'agriculture qui est pourtant la principale source de revenus et de nourriture et la baisse des activités diamantifères qui étaient jadis source de revenus pour plusieurs ménages, sont également des facteurs importants qui expliquent le niveau élevé de pauvreté dans cette province.

Les résultats de cette évaluation montrent que la sécurité alimentaire s'améliore avec le niveau de richesse du ménage. En effet, selon les résultats de la présente évaluation, 86,8% des ménages en insécurité alimentaire dans la province du Kasai se trouvent dans la classe des ménages pauvres contre 79,8% des ménages dans la classe moyenne et 59,7% des ménages dans la classe des nantis.

Causes conjoncturelles

Bien que jadis compté parmi les zones de la RDC considérées stables, le conflit armé qui a éclaté en 2016 est venu déstabiliser la région du Grand Kasai, perturber les activités de moyens de subsistance, principalement l'agriculture et les marchés et exacerber la situation d'insécurité alimentaire des ménages qui était déjà préoccupante suite aux innombrables causes structurelles.

En dépit de l'amélioration relative de la situation sécuritaire, qui a encouragé le retour d'un grand nombre des personnes qui étaient déplacés par le conflit, les activités agricoles, principales sources de nourriture et de revenus des ménages dans cette zone, n'ont pas encore complètement repris. Selon les résultats de la présente évaluation, 25% des ménages agricoles n'ont pas pratiqué l'agriculture pendant la campagne agricole 2018-2019. Parmi les raisons évoquées par les ménages qui n'ont pas cultivé figurent l'insécurité, le manque d'intrants et le déplacement. A Kamonia, où seulement 75% des ménages ont participé à la campagne agricole 2018-2019, contrairement aux autres territoires où plus de 90% des ménages ont cultivé, l'insécurité/vols viennent en tête des raisons qui ont empêché ces ménages de cultiver, suivi du déplacement et du manque d'intrants. En outre, d'autres contraintes notamment le manque de capital (pas d'accès au crédit), les problèmes de santé, le manque d'emplois, les pertes de moyens de production, ont été également citées par les ménages comme étant les contraintes auxquelles ils font face pour pratiquer l'agriculture ou générer des revenus.

Les effets des chocs sur les moyens de subsistance des ménages :

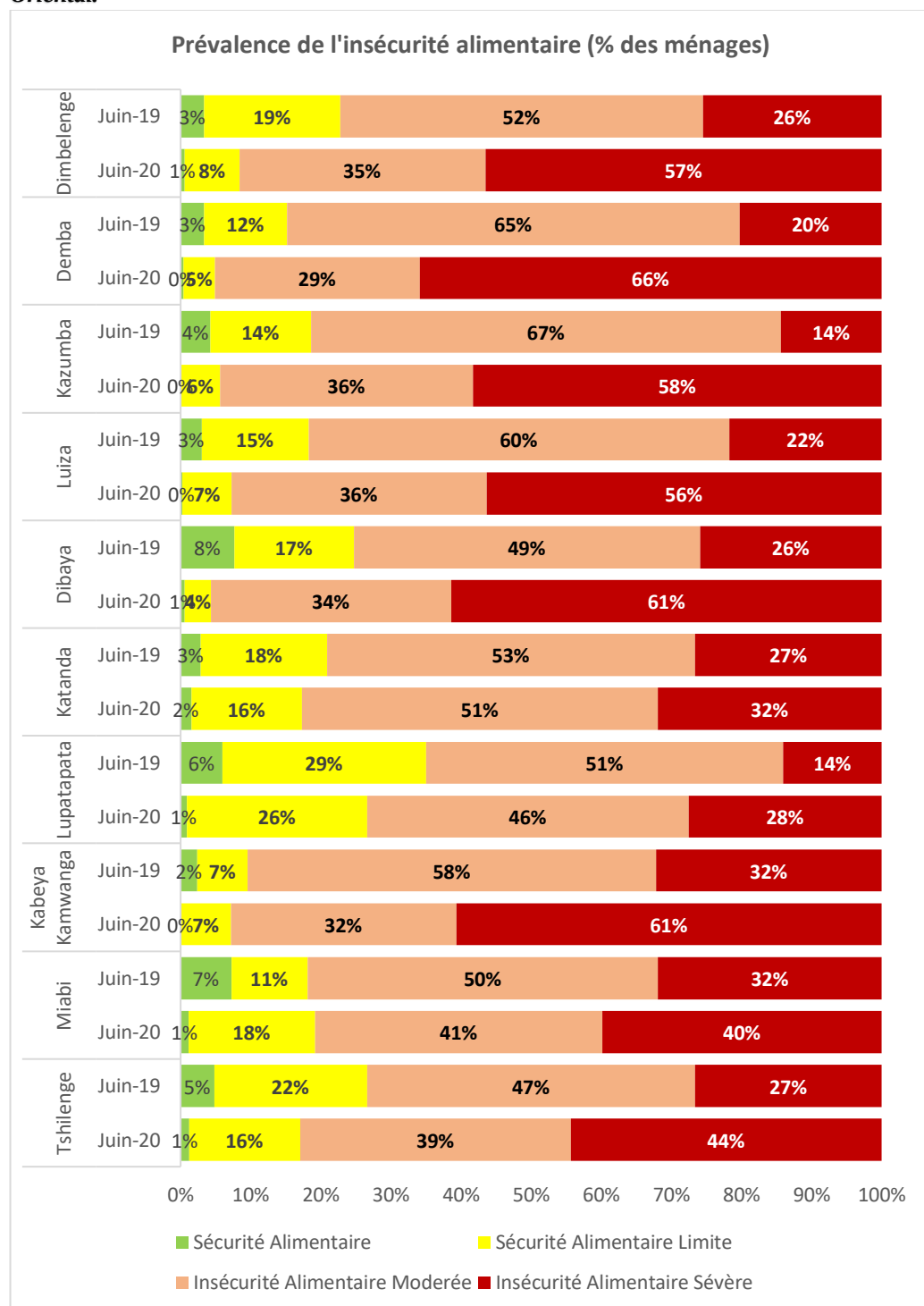
Les chocs subis par les ménages affectent leur niveau de sécurité alimentaire. L'analyse des chocs subis par les ménages au cours des 3 derniers mois montre que

L'analyse croisée de l'insécurité alimentaire avec quelques caractéristiques sociodémographiques montre aussi, que l'insécurité alimentaire affectent plus les ménages dirigés par la femme que ceux dirigé par un homme, les ménages de grande taille que ceux de petites tailles, les ménages dirigés par un chef qui n'a pas de niveau d'instruction que ceux qui ont un chef qui a un niveau supérieur, etc.

5.5. TENDANCE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'analyse de l'évolution de la sécurité alimentaire ci-dessous donne une situation variante au niveau des territoires. Ainsi, en comparant la situation de sécurité alimentaire actuelle dans les territoires à celle de 2020, on peut dire que l'insécurité alimentaire a globalement progressé dans tous les territoires à l'exception de Miabi où une baisse légère a été observées. Toute fois ces résultats devraient être interprétés avec précaution dans la mesure où les données de l'EFSA 2020 ont été collectées sur une partie du mois de juillet qui correspond à la période de préparation des champs, donc une période de soudure.

Figure 11 : Evolution de l'insécurité alimentaire entre 2019 et 2020 dans les territoires des provinces du Kasai Central et Oriental.



Source : EFSA 2020

5.6. ANALYSE DE LA SAISONNALITÉ

5.6.1. Disponibilité des produits alimentaires essentiels

Tableau 9 : Calendrier saisonnier

	Saison A		Saison B	
Produit agricole	Période des sémis	Période des récoltes	Période des sémis	Période des récoltes
Mais (arachides, haricot, niébé)	15/08-15/09	15/12-15/01	15/01-15/02	15/04-15/05
Riz	15/09-15/10	15/01-15/02	15/02-15/03	15/06-15/07
Manioc	15/10-15/11	15/07-15/08	15/03-15/04	15/12-15/01

Source: CSFVA, 2014.

De manière générale, les périodes où les produits agricoles sont disponibles, en abondance sur les marchés et à moindre coût correspondent aux périodes des récoltes suivant le tableau de calendrier agricole ci-dessus. Les périodes de préparation des terres et de semis correspondent aux périodes de soudure où les produits alimentaires essentiels ne sont pas abondants sur les marchés et où les prix sont relativement élevés.

5.6.2. Evolutions des prix des produits alimentaires essentiels (mais et manioc)

Figure 12 : Evolution du prix de la farine de maïs au marché de Kamalenga.

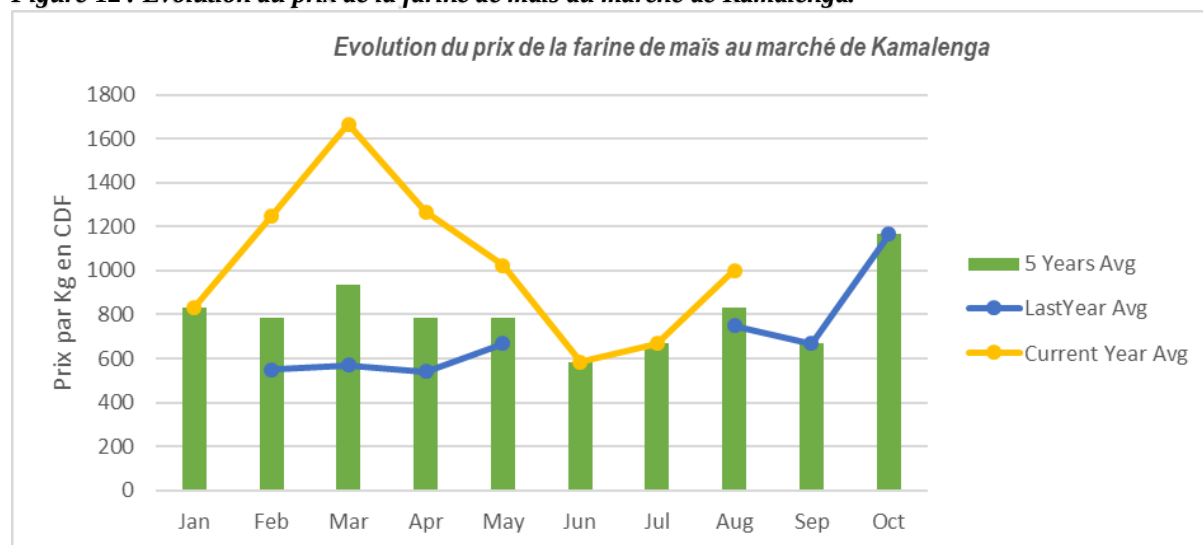
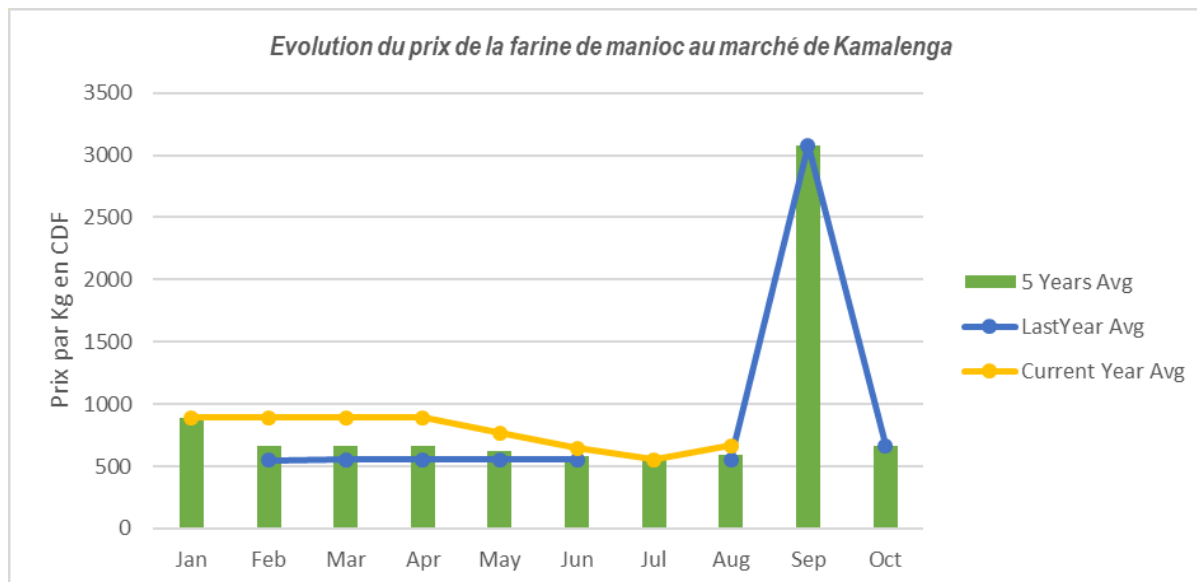


Figure 13 : Evolution du prix de la farine de manioc au marché de Kamalenga



6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION

6.1. CONCLUSIONS

D'une manière générale, les résultats de cette évaluation montrent la situation de la sécurité alimentaire dans les 12 territoires concernés par l'enquête est jugée « Urgente » dans la mesure où une proportion de 54,3% de la population a un score de consommation alimentaire mauvaise et 95,9% d'enfants de 6 à 23 mois n'ont atteint le Minimum Alimentaire Acceptable, d'autre part 44,2% de femmes en âge de procréer (15 à 49 mois) ont un score de diversité alimentaire « Mauvaise ». Pour le secteur agricole 49% possèdent des terres cultivables les mêmes analyses de l'EFSA montrent également que 36,5% des ménages a une part de dépenses alimentaires mensuelle estimée à plus de 75%.

Bien que l'insécurité alimentaire affiche des taux assez élevés partout dans les provinces du Kasai Central et Oriental, affectant les ménages indépendamment de leurs caractéristiques sociodémographiques, les résultats des analyses selon lesdites caractéristiques sociodémographiques montrent qu'elle affecte plus les ménages dirigés par un homme, les ménages de grande taille, ceux dont le chef n'a aucun niveau d'instruction, les ménages qui ont connu un déplacement (déplacés, retournés et retournés d'Angola) ainsi que les ménages pauvres.

La situation de consommation alimentaire reste globalement précaire et préoccupante dans les deux provinces surtout au niveau de 3 territoires. Près de la moitié des ménages (47%) a une consommation alimentaire pauvre. La consommation des aliments riches en fer est particulièrement préoccupante. Plus d'un ménage sur 2, soit 65,2% des ménages en moyenne a déclaré n'avoir pas consommé des aliments riches en fer (viandes abats et organes et poissons) dans la semaine qui a précédé l'enquête, suggérant une faible consommation des aliments riches en fer pour la majorité des ménages de la province.

L'analyse des trois groupes d'aliments riches en vitamine A, protéine et fer indique que la consommation de ces aliments renseigne sur la consommation alimentaire des ménages et pourrait être un facteur de discrimination pour les opérations en termes de ciblage des bénéficiaires. Elle pourrait servir de base pour

orienter le programme à envisager des discussions sur le panier alimentaire ou sur les sensibilisations surtout avec l'obligation que les programmes soient sensibles à la nutrition.

Les résultats observés sont une combinaison des facteurs, à la fois structurels et conjoncturels. La pauvreté très répandue reste le facteur structurel prépondérant qui limite un grand nombre des ménages à accéder à la nourriture ; tandis que le conflit intercommunautaire qui a perturbé les activités de moyens de subsistance des ménages dans cette province reste le facteur conjoncturel majeur qui a exacerbé la situation de l'insécurité alimentaire qui était déjà assez précaire du fait d'une variété des facteurs socioculturels, économiques et environnementaux.

Au conflit, on peut ajouter les chocs subis au niveau des ménages, y compris la résurgence des maladies des plantes qui affectent la production du manioc et du maïs (aliments de base et principales sources de revenus) et les dépenses liées à la santé qui érodent les maigres revenus générés par une agriculture qui n'est pas assez rémunérateur.

6.2. RECOMMANDATIONS

Les conclusions telles que décrites ci-haut permettent de formuler les recommandations ci-dessous :

- Continuer une assistance alimentaire d'urgence, soit en forme de transfert monétaire (CBT), soit en forme des distributions des vivres en nature selon les recommandations des enquêtes des marchés à effectuer. Une telle assistance devrait cibler les populations vulnérables, surtout dans les zones de forte concentration des ménages qui sont encore en déplacement et ceux des retournés d'Angola ou les zones avec des taux de MAG élevés (10% et plus). Dans ces zones, le ciblage des ménages à assister devrait tenir compte des ménages hôtes vulnérables. En effet, les résultats montrent que l'insécurité alimentaire affecte aussi bien les ménages qui étaient déplacés par le conflit que ceux qui n'étaient pas déplacés, même si les proportions de ceux qui étaient en déplacement ou le sont toujours est plus élevée.
- ✓ Dans les zones de forte concentration des ménages retournés, des activités visant le renforcement de la résilience des ménages aux chocs, particulièrement des activités agricoles sont fortement recommandées. Ces activités comprennent la facilitation d'accès aux intrants agricoles de qualité (outils, semences, engrais, etc) et l'accompagnement sur toute la chaîne des valeurs à travers des formations et conseils techniques visant le renforcement de la productivité, la réduction des pertes post-récoltes, une meilleure conservation des produits alimentaires et le renforcement des capacités des paysans dans la commercialisation de leurs produits ;
- Au vu de la situation particulièrement préoccupante de la faible consommation d'aliments riches en fer (viandes et poissons), les ménages devraient être encouragés à consommer des aliments riches en fer et protéines animales (viandes et poissons) à travers de petits projets d'élevage des poules, chèvres, porcs, cobayes, poissons, etc.

Annexes

Annexe1 : Indicateurs clés de la sécurité alimentaire

Domaine		Indicateur	Territoire	Sécurité Alimentaire	Sécurité Alimentaire Limite	Insécurité Alimentaire Moderée	Insécurité Alimentaire Sévère
Statut Actuel	Consommation Alimentaire	Score de Consommation Alimentaire		Acceptable		Limite	Pauvre
			Mbuji-Mayi	27,5%		24,6%	47,9%
			Tshilenge	16,2%		22,2%	61,7%
			Miabi	25,1%		32,6%	42,3%
			Kabeya-Kamwanga	8,9%		24,9%	66,2%
			Lupatapata	33,5%		28,7%	37,7%
			Katanda	17,0%		27,1%	55,9%
			Kananga 6	23,2%		32,7%	44,0%
			Dibaya 1	3,7%		17,2%	79,1%
			Luiza 5	6,8%		26,0%	67,3%
			Kazumba 2	6,8%		18,0%	75,2%
			Demba 3	4,2%		25,0%	70,8%
			Dimbelenge 4	5,5%		24,3%	70,1%
Capacité de Survie	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires (des dépenses totales)		Part <50 %	50-65 %	65-75 %	Part > 75 %
			Mbuji-Mayi	16,7%	35,1%	25,7%	22,4%
			Tshilenge	16,2%	26,3%	16,2%	41,3%
			Miabi	6,1%	14,5%	22,0%	57,4%
			Kabeya-Kamwanga	5,3%	15,0%	19,7%	60,0%
			Lupatapata	5,7%	24,6%	23,7%	46,1%
			Katanda	21,3%	25,8%	17,6%	35,3%
			Kananga 6	18,4%	31,8%	24,3%	25,6%
			Dibaya 4	17,2%	15,3%	21,2%	46,3%
			Luiza 3	21,0%	11,7%	17,4%	49,9%
			Kazumba 1	10,2%	12,8%	22,9%	54,1%
			Demba 2	17,8%	9,8%	18,6%	53,8%
			Dimbelenge 5	18,0%	16,5%	19,4%	46,1%
	Epuisement des actifs	Stratégies de survie basée sur les moyens de subsistance		Aucune	Stress	Crise	Urgence
			Mbuji-Mayi	30,1%	19,8%	31,6%	18,5%
			Tshilenge	7,5%	10,2%	59,0%	23,4%
			Miabi	5,0%	11,7%	41,2%	42,1%
			Kabeya-Kamwanga	3,3%	6,6%	49,9%	40,2%
			Lupatapata	6,3%	14,1%	49,7%	29,9%
			Katanda	11,6%	14,3%	53,5%	20,7%
			Kananga 6	21,0%	15,2%	22,3%	41,5%
			Dibaya 3	7,7%	3,7%	20,9%	67,8%

Domaine		Indicateur	Territoire	Sécurité Alimentaire	Sécurité Alimentaire Limite	Insécurité Alimentaire Moderée	Insécurité Alimentaire Sévère
			Luiza 4	7,5%	6,2%	24,4%	61,8%
			Kazumba 4	13,2%	6,0%	21,1%	59,8%
			Demba 1	6,4%	6,8%	17,4%	69,3%
			Dimbelenge 5	8,4%	11,3%	21,4%	58,8%
Indice d'Insecurité Alimentaire			Mbuji-Mayi	5,3%	28,1%	47,9%	18,7%
			Tshilenge	1,2%	15,9%	38,6%	44,3%
			Miabi	1,1%	18,1%	41,2%	39,6%
			Kabeya-Kamwanga	0,0%	7,2%	32,1%	60,7%
			Lupatapata	0,9%	25,7%	46,4%	26,9%
			Katanda	1,5%	15,8%	51,1%	31,6%
			Kananga 6	4,3%	21,2%	49,5%	25,0%
			Dibaya 2	0,6%	3,7%	34,4%	61,3%
			Luiza 5	0,3%	7,0%	36,4%	56,4%
			Kazumba 3	0,0%	5,6%	36,1%	58,3%
			Demba 1	0,4%	4,5%	29,2%	65,9%
			Dimbelenge 4	0,6%	7,8%	35,1%	56,5%

Annexe 2 : Indice d'Insécurité Alimentaire par territoire et zone de santé

		Indice d'Insécurité Alimentaire			
		Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limite	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Territoire	Mbuji-Mayi	5,3%	28,1%	47,9%	18,7%
	Tshilenge	1,2%	15,9%	38,6%	44,3%
	Miabi	1,1%	18,1%	41,2%	39,6%
	Kabeya-Kamwanga	0,0%	7,2%	32,1%	60,7%
	Lupatapata	,9%	25,7%	46,4%	26,9%
	Katanda	1,5%	15,8%	51,1%	31,6%
	Kananga	4,3%	21,2%	49,5%	25,0%
	Dibaya	,6%	3,7%	34,4%	61,3%
	Luiza	,3%	7,0%	36,4%	56,4%
	Kazumba	0,0%	5,6%	36,1%	58,3%
	Demba	,4%	4,5%	29,2%	65,9%
	Dimbelenge	,6%	7,8%	35,1%	56,5%
Zone de santé	Bipemba	7,1%	14,2%	43,6%	35,1%
	Bonzola	7,2%	47,0%	43,1%	2,8%
	Dibindi	2,4%	27,0%	55,5%	15,2%

	Indice d'Insécurité Alimentaire			
	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limite	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Diulu	7,3%	45,3%	38,0%	9,5%
Kansele	14,5%	34,6%	41,3%	9,5%
Lubilanji	7,8%	37,9%	45,1%	9,2%
Lukelenge	1,1%	30,1%	54,0%	14,8%
Mpokolo	1,1%	22,0%	51,6%	25,3%
Muya	2,4%	15,2%	52,9%	29,5%
Nzaba	3,2%	12,7%	53,5%	30,6%
Kasansa	2,2%	18,7%	37,3%	41,8%
Tshilenge	,5%	14,0%	39,5%	46,0%
Cilundu	1,3%	14,4%	37,7%	46,6%
Miabi	,8%	25,2%	48,0%	26,0%
Kabeya Kamuanga	0,0%	7,2%	32,1%	60,7%
Mukumbi	,6%	22,7%	40,9%	35,7%
Tshishimbi	1,1%	28,3%	51,1%	19,4%
Bibanga	1,0%	16,5%	55,8%	26,7%
Tshitenge	2,4%	14,6%	43,1%	39,8%
Bobozo	10,0%	22,5%	50,0%	17,5%
Kananga	4,8%	25,2%	49,1%	20,9%
Katoka	4,9%	27,8%	47,2%	20,1%
Lukonga	2,5%	14,6%	52,0%	30,8%
Ndesha	6,1%	24,8%	51,4%	17,8%
Tshikaji	,4%	8,9%	49,2%	41,5%
Bunkonde	0,0%	3,1%	40,2%	56,7%
Dibaya	0,0%	2,2%	18,9%	78,9%
Lubondaie	1,4%	10,0%	54,3%	34,3%
Tshikula	1,4%	0,0%	26,1%	72,5%
Luambo	0,0%	8,3%	32,6%	59,1%
Luiza	0,0%	4,8%	23,8%	71,4%
Masuika	,9%	8,5%	42,5%	48,1%
Yangala	0,0%	4,8%	44,0%	51,2%
Bilomba	0,0%	5,7%	34,3%	60,0%
Kalomba	0,0%	6,1%	44,9%	49,0%
Mikalayi	0,0%	4,1%	38,8%	57,1%
Ndekesha	0,0%	3,3%	39,3%	57,4%
Tshibala	0,0%	8,3%	26,4%	65,3%
Bena Leka	0,0%	9,5%	38,9%	51,6%
Demba	,9%	,9%	23,9%	74,3%
Mutoto	0,0%	3,3%	23,3%	73,3%

		Indice d'Insécurité Alimentaire			
		Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limite	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
	Bena Tshiadi	0,0%	12,2%	40,0%	47,8%
	Katende	0,0%	0,0%	10,0%	90,0%
	Lubunga	,8%	8,9%	43,9%	46,3%
	Muetshi	1,4%	6,9%	34,7%	56,9%

Annexe3 : Statut de ménage par province et par zone de santé

		Déplacé dans un camp	Déplacé en famille d'accueil ou hors camps	Refugié	Resident	Retourné	Rapatrié
Province	Kasai-Oriental	,3%	,0%	,2%	99,1%	,3%	,0%
	Kasai-Central	1,5%	2,4%	1,9%	84,7%	8,3%	1,2%
Territoire	Mbuji-Mayi	,2%	0,0%	0,0%	99,8%	0,0%	0,0%
	Tshilenge	0,0%	0,0%	,3%	99,1%	,6%	0,0%
	Miabi	0,0%	0,0%	0,0%	99,7%	,3%	0,0%
	Kabeya-Kamwanga	1,4%	0,0%	1,9%	95,0%	1,7%	0,0%
	Lupatapata	,6%	,3%	0,0%	98,8%	0,0%	,3%
	Katanda	0,0%	0,0%	0,0%	99,7%	,3%	0,0%
	Kananga	1,8%	2,2%	3,0%	87,1%	4,1%	1,7%
	Dibaya	,6%	3,4%	,9%	84,0%	11,0%	0,0%
	Luiza	1,6%	1,3%	1,0%	81,6%	11,9%	2,6%
	Kazumba	3,4%	5,6%	,8%	79,7%	10,2%	,4%
	Demba	,4%	3,4%	1,1%	83,0%	11,4%	,8%
	Dimbelenge	,6%	,6%	,3%	83,8%	14,8%	0,0%
Zone de santé	Bipemba	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%
	Bonzola	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%
	Dibindi	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%
	Diulu	1,1%	0,0%	0,0%	98,9%	0,0%	0,0%
	Kansele	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%
	Lubilanji	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%
	Lukelenge	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%
	Mpokolo	,5%	0,0%	0,0%	99,5%	0,0%	0,0%
	Muya	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%
	Nzaba	,6%	0,0%	0,0%	99,4%	0,0%	0,0%
	Kasansa	0,0%	0,0%	0,0%	98,5%	1,5%	0,0%
	Tshilenge	0,0%	0,0%	,5%	99,5%	0,0%	0,0%
	Cilundu	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%
	Miabi	0,0%	0,0%	0,0%	99,2%	,8%	0,0%

		Déplacé dans un camp	Déplacé en famille d'accueil ou hors camps	Refugié	Resident	Retourné	Rapatrié
	Kabeya Kamuanga	1,4%	0,0%	1,9%	95,0%	1,7%	0,0%
	Mukumbi	1,3%	,6%	0,0%	97,4%	0,0%	,6%
	Tshishimbi	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%
	Bibanga	0,0%	0,0%	0,0%	99,5%	,5%	0,0%
	Tshitenge	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%
	Bobozo	11,3%	1,3%	5,0%	80,0%	2,5%	0,0%
	Kananga	1,6%	2,4%	,8%	91,4%	2,4%	1,3%
	Katoka	1,1%	1,4%	3,9%	84,5%	5,3%	3,9%
	Lukonga	,5%	2,0%	4,0%	89,9%	3,0%	,5%
	Ndesha	1,9%	3,3%	5,6%	84,6%	2,3%	2,3%
	Tshikaji	,8%	2,1%	1,7%	86,0%	8,5%	,8%
	Bunkonde	0,0%	4,1%	0,0%	83,5%	12,4%	0,0%
	Dibaya	2,2%	4,4%	1,1%	82,2%	10,0%	0,0%
	Lubondaie	0,0%	1,4%	1,4%	81,4%	15,7%	0,0%
	Tshikula	0,0%	2,9%	1,4%	89,9%	5,8%	0,0%
	Luambo	,8%	0,0%	0,0%	76,5%	17,4%	5,3%
	Luiza	1,6%	1,6%	3,2%	73,0%	15,9%	4,8%
	Masuika	,9%	1,9%	1,9%	90,6%	4,7%	0,0%
	Yangala	3,6%	2,4%	0,0%	84,5%	9,5%	0,0%
	Bilomba	5,7%	5,7%	2,9%	77,1%	5,7%	2,9%
	Kalomba	10,2%	0,0%	0,0%	83,7%	6,1%	0,0%
	Mikalayi	0,0%	6,1%	0,0%	77,6%	16,3%	0,0%
	Ndekesha	1,6%	1,6%	1,6%	85,2%	9,8%	0,0%
	Tshibala	1,4%	12,5%	0,0%	75,0%	11,1%	0,0%
	Bena Leka	0,0%	0,0%	2,1%	81,1%	15,8%	1,1%
	Demba	0,0%	6,4%	,9%	83,5%	8,3%	,9%
	Mutoto	1,7%	3,3%	0,0%	85,0%	10,0%	0,0%
	Bena Tshiadi	0,0%	0,0%	1,1%	87,8%	11,1%	0,0%
	Katende	1,7%	0,0%	0,0%	93,3%	5,0%	0,0%
	Lubunga	,8%	,8%	0,0%	74,8%	23,6%	0,0%
	Muetshi	0,0%	1,4%	0,0%	86,1%	12,5%	0,0%

Annexe4 : Situation de l'endettement par province et par zone de santé

		Avez-vous une possibilité de contracter une dette auprès de quelqu'un ou d'une structure à cas de besoin?		Sinon pourquoi n'avez-vous pas la possibilité de prendre de crédit?				
		Non	Oui	Pas besoin	Jamais eu d'accès	Pas ou plus de structures de crédit	Pas moyen de payer	Autres
Province	Kasaï-Oriental	60,6%	39,4%	11,6%	34,8%	3,9%	48,8%	,9%
	Kasaï-Central	66,0%	34,0%	13,8%	25,2%	9,6%	50,5%	,9%
Territoire	Mbuji-Mayi	69,8%	30,2%	10,6%	30,7%	5,0%	53,3%	,4%
	Tshilenge	57,8%	42,2%	8,3%	51,8%	3,1%	34,7%	2,1%
	Miabi	42,1%	57,9%	17,9%	17,2%	,7%	62,3%	2,0%
	Kabeya-Kamwanga	47,6%	52,4%	17,4%	32,0%	2,9%	47,1%	,6%
	Lupatapata	52,4%	47,6%	13,7%	46,9%	1,1%	37,1%	1,1%
	Katanda	54,7%	45,3%	10,0%	51,1%	2,8%	33,3%	2,8%
	Kananga	56,3%	43,7%	25,0%	21,4%	3,3%	49,4%	,9%
	Dibaya	74,5%	25,5%	2,9%	31,3%	6,6%	59,3%	0,0%
	Luiza	75,1%	24,9%	7,3%	32,2%	15,6%	43,6%	1,4%
	Kazumba	70,7%	29,3%	13,3%	20,7%	11,2%	51,6%	3,2%
	Demba	73,5%	26,5%	3,6%	26,3%	23,2%	46,9%	0,0%
	Dimbelenge	77,7%	22,3%	5,6%	25,7%	13,4%	55,2%	0,0%
Zone de santé	Bipemba	60,4%	39,6%	10,3%	30,1%	2,2%	57,4%	0,0%
	Bonzola	45,9%	54,1%	1,2%	37,3%	0,0%	60,2%	1,2%
	Dibindi	83,9%	16,1%	23,2%	23,7%	11,9%	41,2%	0,0%
	Diulu	63,1%	36,9%	10,6%	39,8%	0,0%	49,6%	0,0%
	Kansele	77,7%	22,3%	16,5%	27,3%	2,9%	53,2%	0,0%
	Lubilanji	81,0%	19,0%	16,9%	18,5%	18,5%	43,5%	2,4%
	Lukelenge	87,5%	12,5%	9,7%	29,2%	5,8%	55,2%	0,0%
	Mpokolo	59,9%	40,1%	,9%	45,0%	0,0%	54,1%	0,0%
	Muya	79,5%	20,5%	3,6%	32,9%	3,0%	59,9%	,6%
	Nzaba	58,0%	42,0%	3,3%	30,8%	0,0%	65,9%	0,0%
	Kasansa	59,7%	40,3%	7,5%	53,8%	3,8%	32,5%	2,5%
	Tshilenge	56,5%	43,5%	8,8%	50,4%	2,7%	36,3%	1,8%
	Cilundu	45,8%	54,2%	18,5%	14,8%	0,0%	64,8%	1,9%
	Miabi	35,0%	65,0%	16,3%	23,3%	2,3%	55,8%	2,3%
	Kabeya Kamuanga	47,6%	52,4%	17,4%	32,0%	2,9%	47,1%	,6%
	Mukumbi	57,8%	42,2%	1,1%	48,3%	2,2%	47,2%	1,1%
	Tshishimbi	47,8%	52,2%	26,7%	45,3%	0,0%	26,7%	1,2%
	Bibanga	56,3%	43,7%	9,5%	55,2%	2,6%	29,3%	3,4%
	Tshitenge	52,0%	48,0%	10,9%	43,8%	3,1%	40,6%	1,6%
	Bobozo	46,3%	53,8%	24,3%	13,5%	5,4%	56,8%	0,0%
	Kananga	56,3%	43,7%	31,0%	22,4%	1,4%	43,3%	1,9%

	Avez-vous une possibilité de contracter une dette auprès de quelqu'un ou d'une structure à cas de besoin?		Sinon pourquoi n'avez-vous pas la possibilité de prendre de crédit?				
	Non	Oui	Pas besoin	Jamais eu d'accès	Pas ou plus de structures de crédit	Pas moyen de payer	Autres
Katoka	51,4%	48,6%	20,5%	30,8%	1,4%	47,3%	0,0%
Lukonga	58,1%	41,9%	23,5%	13,0%	12,2%	50,4%	,9%
Ndesha	57,5%	42,5%	30,1%	25,2%	1,6%	41,5%	1,6%
Tshikaji	63,1%	36,9%	18,1%	16,1%	2,0%	63,8%	0,0%
Bunkonde	78,4%	21,6%	2,6%	39,5%	7,9%	50,0%	0,0%
Dibaya	63,3%	36,7%	5,3%	33,3%	7,0%	54,4%	0,0%
Lubondaie	85,7%	14,3%	0,0%	35,0%	5,0%	60,0%	0,0%
Tshikula	72,5%	27,5%	4,0%	12,0%	6,0%	78,0%	0,0%
Luambo	75,0%	25,0%	9,1%	22,2%	24,2%	41,4%	3,0%
Luiza	79,4%	20,6%	4,0%	44,0%	10,0%	40,0%	2,0%
Masuika	67,9%	32,1%	11,1%	13,9%	15,3%	59,7%	0,0%
Yangala	81,0%	19,0%	2,9%	57,4%	7,4%	32,4%	0,0%
Bilomba	71,4%	28,6%	28,0%	28,0%	8,0%	32,0%	4,0%
Kalomba	67,3%	32,7%	12,1%	24,2%	3,0%	45,5%	15,2%
Mikalayi	75,5%	24,5%	8,1%	18,9%	13,5%	59,5%	0,0%
Ndekesha	67,2%	32,8%	17,1%	26,8%	9,8%	46,3%	0,0%
Tshibala	72,2%	27,8%	7,7%	11,5%	17,3%	63,5%	0,0%
Bena Leka	82,1%	17,9%	3,8%	20,5%	24,4%	51,3%	0,0%
Demba	68,8%	31,2%	4,0%	26,7%	22,7%	46,7%	0,0%
Mutoto	68,3%	31,7%	2,4%	36,6%	22,0%	39,0%	0,0%
Bena Tshiadi	80,0%	20,0%	8,3%	23,6%	16,7%	51,4%	0,0%
Katende	71,7%	28,3%	2,3%	30,2%	11,6%	55,8%	0,0%
Lubunga	80,5%	19,5%	5,1%	22,2%	9,1%	63,6%	0,0%
Muetshi	75,0%	25,0%	5,6%	31,5%	18,5%	44,4%	0,0%